

CÉRÉALICULTURE  
**Le ministre insiste sur l'amélioration des rendements**

P 16

DES ORGANISATIONS PATRONALES ET DES ASSOCIATIONS RÉAGISSENT

## Les décisions «fortes» de Tebboune saluées

Le discours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, devant les opérateurs économiques et chefs d'entreprises, a été largement salué par les organisations patronales et Associations. P 3



EN PARTENARIAT AVEC L'UE ET L'ALLEMAGNE

**Le projet "Taqathy+" officiellement lancé**

Le projet "Taqathy+", cofinancé par l'Union européenne (UE) et l'Allemagne, a été lancé, hier à Alger, en vue d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables, développer l'hydrogène vert et optimiser l'efficacité énergétique dans différents secteurs en Algérie.

P 2

TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Le déploiement de la 5G prévu durant le 2e semestre 2025**

Le projet de déploiement de la 5G en Algérie a été présenté pour la première fois lors de la réunion du gouvernement le 19 mars, puis soumis au Conseil des ministres le 7 avril, sous la présidence du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune. À cette occasion, le président a insisté sur l'importance d'approfondir les études technologiques et financières pour garantir un déploiement efficace, en phase avec les objectifs de développement économique et d'amélioration des services offerts aux citoyens. Interrogé sur l'état d'avancement du projet, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a confirmé que le lancement commercial de la 5G est prévu pour le second semestre de 2025.

P 5

FORMATION PROFESSIONNELLE

**Vers l'élaboration d'une nouvelle nomenclature**

La formation professionnelle en Algérie continue de faire sa mue pour répondre aux exigences du moment et faire face aux défis à venir. Outre sa digitalisation, ce secteur va connaître une refonte à différents niveaux, basée sur une approche qualitative, afin de poursuivre sa modernisation et changer son image stéréotypée. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El-Mahdi Oualid, a procédé à l'installation de l'équipe technique chargée d'élaborer une nouvelle nomenclature de la formation professionnelle, qui constituera la référence nationale en matière de formation et de compétences.

P 5

BOURSE

**ALC autorisée à émettre un emprunt obligataire de 3 mds DA** P 2

MODERNISATION D'ALGÉRIE POSTE

**Vers une nouvelle ère digitale** P 5

PÉTROLE

**Le Brent à plus de 65 dollars** P 2

PÉTROLE

**Le Brent à plus de 65 dollars**

Le pétrole est en légère hausse lundi en attendant les développements géostratégiques et les évolutions sur les droits de douane américains, susceptibles de pénaliser la demande. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait vers midi 0,91% à 65,35 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, se rehaussait de 0,94% à 62,08 dollars. Selon les économistes, les droits de douane américains et la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine pèseront probablement sur la croissance économique, ce qui devrait freiner la demande de pétrole. Aux 145% de surtaxes cumulées imposées par le président américain, Donald Trump aux produits chinois depuis son retour à la Maison Blanche, hors exemptions, Pékin a riposté en faisant bondir ses droits de douane à 125% depuis samedi. Les Etats-Unis ont finalement exempté ce week-end les produits high-tech et les semi-conducteurs de ces surtaxes douanières. Une exception temporaire qui ne change rien au fait que "les deux plus grandes économies mondiales représentent plus de 50% de la production économique totale, et que lorsque ces géants se taxent mutuellement bien au-delà de 100%, les conséquences économiques risquent d'être catastrophiques", déplorent les analystes.

BOURSE

**ALC autorisée à émettre un emprunt obligataire de 3 mds DA**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) a donné son visa à la société Arab Leasing Corporation Spa (ALC) pour l'émission d'un emprunt obligataire d'une valeur de 3 milliards de DA, a indiqué lundi l'institution dans un communiqué. Il s'agit d'un emprunt obligataire destiné exclusivement aux investisseurs professionnels, d'une maturité de 5 ans avec un coupon annuel fixe de 5,65%, et qui servira exclusivement au refinancement des opérations de crédit-bail, a précisé la Cosob. L'opération porte sur 300.000 obligations ordinaires d'une valeur nominale de 10.000 DA par obligation, a fait savoir la Commission, en mentionnant que ces obligations seront cotées sur le marché des investisseurs professionnels de la Bourse des valeurs mobilières. Le produit de l'émission permettra à l'ALC de "poursuivre la diversification de ses sources de financement et de continuer à améliorer l'adéquation de la maturité de ses ressources avec celle de ses emplois", a expliqué la Cosob. Créée en 2001, la société ALC est un établissement financier spécialisé dans le leasing et dispose d'un capital social de plus de 6,5 milliards de DA à fin 2023, dont l'actionnaire principal est la banque ABC Bank Algeria à hauteur de 46,36%, a-t-on encore souligné dans le communiqué.

EN PARTENARIAT AVEC L'UE ET L'ALLEMAGNE

**Le projet «Taqathy+» officiellement lancé**

*Le projet "Taqathy+", cofinancé par l'Union européenne (UE) et l'Allemagne, a été lancé, hier à Alger, en vue d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables, développer l'hydrogène vert et optimiser l'efficacité énergétique dans différents secteurs en Algérie.*

Synthèse S R.

Le contrat d'exécution du projet a été signé par le directeur des énergies renouvelables au ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mourad Chikhi, et la directrice générale de l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), Martina Vahlaus, en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaa, et l'ambassadeur de l'UE en Algérie, Diego Mellado Pascua. Mis en œuvre par la GIZ sous la supervision du ministère de l'Energie, des Mines et des Energies Renouvelables, le projet "Taqathy+" s'étalera jusqu'en mai 2029. Financé par l'UE et le ministère fédéral allemand pour la Coopération économique et le Développement (BMZ) à hauteur de 28 millions d'euros, le projet "Taqathy+" s'inscrit dans le prolongement du projet "Taqathy", lancé le 1er décembre 2022 et vise à déployer l'utilisation des énergies renouvelables, développer l'hydrogène vert et optimiser l'efficacité énergétique dans plusieurs secteurs. Les objectifs de ce projet qui se déclinent en cinq axes principaux, portent essentiellement sur le renforcement des capacités institutionnelles et techniques dans le domaine des énergies renouvelables, la création de conditions favorables à la mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables, la mise à disposition d'outils pour le développement de l'économie de l'hydrogène vert, la mise en place d'une base de données sur les capacités nationales d'application de l'hydrogène vert,



ainsi que la fourniture d'outils de planification et de suivi pour réaliser l'économie énergétique et réduire les émissions. S'exprimant à cette occasion, M. Yassaa a indiqué que le lancement de ce projet «est une étape importante qui aboutira à une coopération fructueuse à travers l'échange des expériences sur des solutions énergétiques futures à la lumière du développement global et durable». «Les résultats issus de ce programme seront utilisés pour créer un système énergétique intégré renforcé le déploiement de l'exploitation des énergies renouvelables et augmentant l'efficacité énergétique dans les différents secteurs», a-t-il ajouté. Pour sa part, Son Excellence M. Diego Miyada, ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, a déclaré : «L'Union européenne est heureuse de soutenir la mise en œuvre d'un projet ambitieux tel que TaqatHy+, qui reflète la

solidité et la qualité de la coopération énergétique entre l'UE et l'Algérie. Nos objectifs communs dans les domaines des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la décarbonation traduisent une volonté partagée de construire un avenir plus durable. Ces priorités sont au cœur de notre partenariat stratégique dans le secteur de l'énergie. L'Algérie joue un rôle central dans la transition énergétique mondiale, et nous sommes pleinement engagés à la soutenir». De son côté, Son Excellence M. Georg Wiltschek, ambassadeur d'Allemagne en Algérie, a affirmé : «L'Allemagne et l'Algérie sont des partenaires solides dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert. Nous nous réjouissons de l'adhésion de l'Union européenne à ce partenariat, qui marque une avancée majeure vers un avenir énergétique durable».

MÉTAUX PRÉCIEUX

**L'or se maintient à plus de 3.230 dollars l'once**

L'or continue de dépasser la barre des 3.200 dollars l'once, atteignant lundi 3.232,49 dollars, malgré un léger recul par rapport au record de 3.245,42 dollars établi plus tôt dans la journée. Cette légère baisse de 0,1 % intervient après l'annonce du président américain Donald Trump d'exempter les smartphones et les ordinateurs des droits de douane américains, permettant ainsi d'apaiser les tensions commerciales et la forte demande pour l'or en tant que valeur refuge. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,1% à 3.248,30 dollars. "La faiblesse du dollar américain a aidé l'or,

mais les nouvelles sur les exemptions tarifaires des produits technologiques ont augmenté l'appétit pour le risque et ont fait baisser la demande de refuge", ont fait constater des analystes, estimant que "cela a provoqué un manque de direction claire pour l'or". Vendredi, la Maison Blanche a annoncé certaines exclusions des tarifs douaniers réciproques. Mais dimanche, Donald Trump a confirmé le dernier message de son administration : l'exemption des smartphones et des ordinateurs de ses droits de douane réciproques sur la Chine sera de courte durée. L'or sans rendement

est traditionnellement considéré comme une protection contre l'incertitude économique et l'inflation. Le lingot a tendance à prospérer dans un environnement de taux d'intérêt bas. Vendredi, le prix de l'or a dépassé pour la première fois la barre des 3.200 dollars l'once, alors que l'intensification des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ébranlait les marchés mondiaux. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a perdu 0,6 % à 32,06 dollars l'once, tandis que le platine a ajouté 1 % à 952,50 dollars. Le palladium a gagné 1,3 % à 927,25 dollars.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz



DES ORGANISATIONS PATRONALES ET DES ASSOCIATIONS RÉAGISSENT

# Les décisions «fortes» de Tebboune saluées

Le discours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, devant les opérateurs économiques et chefs d'entreprises, a été largement salué par les organisations patronales et Associations.

Par Sirine R.

Ainsi, le Conseil du Renouveau Économique Algérien (CREA) a qualifié la 2<sup>ème</sup> rencontre entre Monsieur le Président de la République et les opérateurs économiques sous le slogan : « Algérie 2025, l'année de la réussite économique », d'une journée très attendue par les chefs d'entreprises. Dans un message posté en ligne par le président du CREA, sur son compte Facebook, Kamel Moula, a fait savoir que « les chefs d'entreprises ont apprécié les messages et les décisions fortes de Monsieur le Président de la République ». Il a ainsi qualifié les messages du Président Tebboune « de confiance renouvelée en direction des acteurs économiques mais aussi un appel fort à la mobilisation de tous pour renforcer notre économie nationale ». Des décisions importantes ont été annoncées lors de cette rencontre, dont la levée des freins bureaucratiques particulièrement avec la dissolution de ALGEX, une Agence créée pour la promotion des exportations hors hydrocarbures, avant de lui confier le dossier de régulation du commerce extérieur, notamment les importations. « Algex est terminée à compter d'aujourd'hui... Et vous ne la retrouverez plus sur votre chemin à l'avenir », a annoncé le chef de l'Etat dans son discours. Enfin, le Président de la République a réitéré son objectif d'intégrer notre pays dans le cercle des pays émergents d'ici à 2027, a conclu Moula.

Pour sa part, la Confédération Algérienne du Patronat Citoyen (CAPC) a salué hautement cette démarche volontariste, qui témoigne d'une vision inclusive et stratégique de la relance économique. Elle considère que les réformes profondes et courageuses engagées par les pouvoirs publics ont déjà commencé à produire leurs effets, notamment à travers le renforcement tangible de la souveraineté économique de l'Algérie, lit-on dans un communiqué de la CAPC parvenu hier à notre rédaction. A ce propos, la Confédération Algérienne du Patronat Citoyen exprime sa satisfaction quant

à la volonté réaffirmée du Président de la République à soutenir l'investissement productif, en mettant en avant le rôle central des opérateurs économiques intégrés dans la construction d'une économie nationale solide et souveraine et leur contribution à l'essor de l'Algérie nouvelle. Dans un esprit de réforme et de régulation au service de l'économie nationale, « la CAPC salue, également, l'annonce par le Chef de l'État d'une restructuration du système d'importation, visant à lutter contre les pratiques spéculatives et à protéger la production nationale. Parallèlement, de nouvelles mesures incitatives seront mises en place pour encourager les exportations, en particulier dans les secteurs à haute valeur ajoutée, consolidant ainsi la position de l'Algérie sur les marchés internationaux. Pour la Confédération Algérienne du Patronat Citoyen, le discours du Chef de l'État incarne une vision ambitieuse et fédératrice pour l'Algérie ». Et d'ajouter : « En tant qu'opérateurs économiques, chefs d'entreprises et investisseurs, nous partageons pleinement cette ambition et adhérons à cette démarche qui appelle à l'unité, à l'engagement et à la mobilisation de toutes les forces vives de la nation.

Dans une conjoncture internationale marquée par l'incertitude et les tensions économiques, il est plus que jamais nécessaire d'unir nos rangs et de travailler en communion pour préserver nos acquis et bâtir ensemble un avenir prospère ».

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), a salué, pour sa part, le discours prononcé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, affirmant que ce discours consacre une orientation « décisive et claire » vers la construction d'une économie nationale « productive, diversifiée, transparente et durable ».

« L'UGCAA salue hautement l'appel du président de la République à mobiliser toutes les énergies et les ressources pour porter le produit intérieur brut à 400 mds usd, ainsi que son soutien franc et effectif aux startups, et son souci de libérer l'initiative économique et d'instaurer

un climat d'investissement stimulant et promoteur », a indiqué l'Association dans son communiqué.

L'UGCAA affirme, à cette occasion, son « adhésion totale et son engagement sincère à contribuer à la réussite de ce processus national ambitieux », ajoutant qu'elle mettra « toutes ses capacités et son expertise au service de la vision stratégique de l'Etat, visant à bâtir une Algérie nouvelle, forte par son économie, fière de son armée, et innovante par sa jeunesse ». L'UGCAA a estimé, dans son communiqué, que le discours du président de la République représente « une feuille de route inspirante, qui incite au travail et ravive l'esprit national économique », appelant à « unir et renforcer les efforts entre l'Etat et la communauté économique pour construire un avenir à la hauteur des aspirations de notre peuple ». Par ailleurs, l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA), que préside El Hadj Tahar Boulouneou a de son tour salué les décisions du Président Tebboune. « Il ne fait aucun doute que les décisions annoncées par Monsieur le Président de la République lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques donnent une forte impulsion à l'investissement et à la production dans tous les secteurs économiques, à travers la garantie de la liberté d'entreprendre, l'adoption du guichet unique, la levée des obstacles bureaucratiques, ainsi que la séparation des instances chargées respectivement de l'exportation et de l'importation.

Cela permettra de favoriser les exportations d'une part, et de rationaliser les importations d'autre part. De plus, l'ouverture du secteur aux investisseurs privés pour la création de banques et de compagnies de transport maritime constitue un acquis majeur pour le secteur privé, faisant de celui-ci un partenaire fort dans la concrétisation des projets de développement économique », lit-on son communiqué. L'ANCA invite tous les opérateurs économiques à tirer profit de ces avancées pour accroître l'investissement dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des services.

LE PRÉSIDENT DU CREA «L'Algérie connaît un développement global et intégré»

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, a indiqué, hier dimanche, que l'Algérie connaissait un développement global et intégré se traduisant par une croissance économique ayant permis de créer des milliers d'emplois ces dernières années.

S'exprimant à l'ouverture de la deuxième édition de la Rencontre nationale avec les opérateurs économiques, présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Moula a précisé que « l'Algérie connaît un développement global et intégré se traduisant par une croissance économique ayant permis de créer plus de 740.000 emplois ces dernières années, dont 82 % dans le secteur privé ».

Ces résultats sont « le fruit des réformes initiées par le président de la République et de l'engagement des opérateurs économiques à suivre ses orientations », a ajouté le président du CREA, faisant observer que l'Algérie a élaboré « une stratégie intégrée pour relever les défis économiques mondiaux dans tous les domaines et réaliser un développement global et intégré ». Saluant le travail accompli au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), qui a « enregistré 13.712 projets d'investissement », M. Moula a appelé à la création de bureaux de liaison pour les entreprises nationales à l'étranger afin de soutenir les exportations hors hydrocarbures.

TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

## L'Algérie avance à pas sûrs

Par Mourad A.

L'Algérie poursuit résolument sa trajectoire de transformation économique, amorcée en 2022. C'est ce qu'a affirmé ce lundi Abderrahmane Hadeff, expert en développement économique, au micro de la « Chaîne 1 » de la Radio nationale. À travers une stratégie articulée autour de réformes structurelles, d'ouverture maîtrisée et de diversification, le pays ambitionne de se positionner comme un acteur économique crédible, compétitif et résilient, tant à l'échelle régionale qu'internationale.

Lors de son intervention, Abderrahmane Hadeff a souligné que cette dynamique s'inscrit pleinement dans la vision stratégique du président Abdelmadjid Tebboune, mise en œuvre depuis trois ans. L'objectif affiché est clair : construire un modèle économique plus performant, plus flexible, capable de résister aux chocs externes et de s'intégrer pleinement dans l'économie mondiale. Pour ce faire, l'accent est mis sur la poursuite des réformes économiques, le renforcement du part-

nariat public-privé et la consolidation de la coopération avec les partenaires étrangers.

L'un des objectifs emblématiques de cette transformation concerne le produit intérieur brut (PIB), que le président de la République ambitionne de porter à 400 milliards de dollars à l'horizon 2027, contre environ 267 milliards actuellement. « La réalisation de cette cible nécessite un engagement collectif de l'ensemble des acteurs économiques, ainsi qu'un cadre juridique rénové et des réformes sectorielles ciblées, favorisant l'investissement, les exportations et la création de valeur ajoutée », a indiqué Hadeff.

Dans ce contexte, la modernisation du secteur industriel apparaît comme une priorité majeure. Alors que sa contribution au PIB demeure limitée, stagnante autour de 10 %, une stratégie ambitieuse vise à porter cette part à 13 voire 15 %. Pour y parvenir, l'État mise sur le dynamisme du secteur privé, la diversification des partenariats étrangers et la refonte du commerce extérieur selon les standards internationaux, afin de mieux insérer

l'économie nationale dans les chaînes de valeur mondiales.

Sur le plan structurel, Hadeff a insisté sur l'importance de repenser les mécanismes existants. Un encadrement plus efficace des importations, dans le but de stimuler la production nationale, constitue l'un des leviers majeurs. Dans un environnement international marqué par les tensions géopolitiques et les pratiques protectionnistes, il estime que l'Algérie a su adopter une approche proactive et anticipative. La dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), considérée comme inadaptée, s'inscrit dans cette logique de renouveau. « Deux nouvelles entités plus souples, davantage alignées sur les attentes des exportateurs et des importateurs, prendront le relais, avec des procédures modernisées et une digitalisation renforcée », a-t-il ajouté. Dans cette dynamique, un ministère du Commerce extérieur a été créé, avec pour mission l'élaboration de stratégies économiques agiles, fondées sur la veille stratégique et l'intelligence économique. L'objectif est de permettre à l'Algérie de suivre

de manière proactive les mutations rapides des marchés mondiaux et de renforcer sa position sur la scène économique internationale. Cette orientation semble déjà produire des résultats tangibles, comme en témoignent les évaluations positives d'institutions financières internationales et de plusieurs partenaires étrangers. À ce titre, la récente déclaration de l'ambassadeur de l'Union européenne, affirmant que 2025 sera « l'année de la coopération avec l'Algérie », traduit un regain manifeste de confiance dans le nouveau modèle économique du pays.

Enfin, Hadeff a insisté sur la nécessité de rompre avec les stéréotypes d'une économie algérienne peu productive. Pour inverser cette perception, il a plaidé pour une transformation structurelle fondée sur une gouvernance modernisée des importations, une stratégie offensive de promotion des exportations et une diplomatie économique repensée. Il a également mis l'accent sur le développement de secteurs à fort potentiel, à l'image du tourisme, perçu comme une réelle opportunité de diversification.

MONNAIES

**Le dollar poursuit sa baisse**

Le dollar continue de pâtir de la guerre des droits de douane que se livrent Washington et Pékin, qui menace la santé économique américaine, une faiblesse dont l'or profite pour grimper à un nouveau sommet historique. Ce lundi matin, le billet vert s'affichait toujours dans le rouge par rapport à la monnaie unique, face à laquelle il perdait 0,45%, à 1,1407 dollar. Il reculait aussi de 0,72% face à la livre, à 1,3183 dollar, et lâchait 0,08% à la devise helvétique. Vendredi, le dollar avait plongé à un plus bas depuis plus de trois ans face à l'euro, et est tombé à un niveau inédit depuis plus de dix ans face au franc suisse, considéré comme une valeur refuge. Aux 145% de surtaxes cumulées imposées par le président américain, Donald Trump aux produits chinois depuis son retour à la Maison Blanche, hors exemptions, Pékin a riposté en faisant bondir ses droits de douane à 125% depuis samedi. Les Etats-Unis ont finalement exempté ce week-end les produits high-tech, smartphones et ordinateurs en tête, ainsi que les semi-conducteurs, de ces surtaxes douanières, imposées dans le cadre de la vaste offensive protectionniste menée depuis plusieurs semaines par Donald Trump. La faiblesse du dollar profite à l'or, valeur refuge concurrente, qui a touché un nouveau record dans la nuit lundi, à 3.245,75 dollars l'once, avant de refluer légèrement de 0,33%, à 3.226,90 dollars l'once. Un dollar plus faible est favorable au cours de l'or, libellé en dollars, car il rend le métal précieux moins cher pour les acheteurs disposant d'autres devises, expliquent les analystes.(APS)

DÉCLARATIONS FISCALES

**La DGI proroge les délais jusqu'au 1er juin 2025**

La Direction Générale des Impôts (DGI) a annoncé la prorogation des délais de dépôt des déclarations fiscales annuelles relatives à l'exercice 2024. Cette mesure concerne l'ensemble des contribuables tenus de souscrire les déclarations de résultats (séries G n°4 et G n°11), ainsi que leurs annexes, et la déclaration annuelle des traitements et salaires (série G n°29). La DGI précise également que cette prorogation s'applique au dépôt, exclusivement par voie électronique, de la déclaration annuelle des prix de transfert, prévue par l'article 151 ter du Code des Impôts Directs et Taxes Assimilées. Initialement fixée au 31 mai 2025, la date limite de souscription est exceptionnellement reportée au dimanche 1er juin 2025, le 31 mai coïncidant avec un jour de congé légal. Cette décision vise à accorder plus de temps aux contribuables pour s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions.

**Dernière composition de DZAIRINDEX**

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,89	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	14289	20 004 600,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-0,38	3,02	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	4,18	1,32	12,10	5,43	89593	206 063 900,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,69	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-7,07	2,03	-	0	0,00

TRAVAUX PUBLICS

**L'Algérie disposée à partager son expérience avec la Mauritanie**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a reçu, dimanche, une délégation du Groupe d'amitié parlementaire Mauritanie-Algérie pour discuter des possibilités de coopération dans le secteur des travaux publics, indique un communiqué du ministère. La rencontre tenue au siège du ministère, en présence de l'ambassadeur de Mauritanie en Algérie, Sidi Mohamed Abdallah, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir les relations de fraternité entre les deux pays, précise la même source. Cette rencontre a été "l'occasion de réaffirmer la profondeur des relations historiques unissant les deux pays et de souligner leur volonté commune de hisser la coopération bilatérale à des niveaux supérieurs", ajoute le communiqué. Les entretiens ont permis de "procéder à une évaluation globale de l'état de la coopération dans le secteur des travaux publics et des infra-

structures de base" et d'"examiner les moyens et mécanismes à même de l'étendre et de la renforcer, dans le cadre d'une approche basée sur les intérêts communs". Lors de la rencontre, les deux parties ont souligné "l'importance de l'échange d'expériences et d'expertises entre les deux pays". Il a également été question du projet de route Tindouf-Zouerate en cours de réalisation, en tant que "projet stratégique prometteur traduisant la volonté commune de faciliter la circulation et les déplacements entre les deux pays". A cette occasion, M. Rekhroukh a mis en avant "l'expérience algérienne dans la réalisation des infrastructures, notamment dans le secteur ferroviaire, où des progrès significatifs ont été enregistrés au titre de la mise en œuvre du programme ferroviaire national décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Il a assuré que

"l'Algérie est disposée à partager cette expérience avec la Mauritanie, pays frère, et à intensifier les échanges d'expertises entre les deux pays". Pour sa part, le chef de la délégation mauritanienne a salué "le niveau avancé atteint par l'Algérie en matière d'infrastructures", soulignant que le Groupe d'amitié parlementaire Mauritanie-Algérie "appuie toutes les initiatives visant à renforcer et à promouvoir la coopération bilatérale". Il a qualifié le projet de route Tindouf-Zouerate de "priorité stratégique pour un développement au service de la complémentarité économique entre les deux pays". Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de "poursuivre le travail et la coordination en vue de renforcer les relations de coopération entre les deux pays, à travers la concrétisation de projets conjoints répondant aux aspirations des deux peuples frères", selon le communiqué.

ALGÉRIE-TUNISIE

**Signature d'un accord de coopération dans le domaine de l'Enseignement supérieur**

Un accord de partenariat a été signé, dimanche à Alger, entre l'Algérie et la Tunisie dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour insuffler "une nouvelle dynamique" à la coopération bilatérale en la matière. La cérémonie de signature a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari et son homologue tunisien, Mondher Belaid en présence de cadres des ministères des deux pays. A cette occasion, M. Baddari a affirmé que la signature de cet accord permettra d'insuffler "une nouvelle dynamique aux relations algéro-tunisiennes dans le domaine de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique". L'accord prévoit également un plan de développement des relations entre l'Algérie et la Tunisie en la matière en vue "d'établir un partenariat entre les deux pays dans ce domaine", à travers "l'instauration de la coopération entre les établissements de l'enseignement supérieur des deux pays et la promotion de solutions innovées au bénéfice des deux peuples frères", a ajouté le ministre. De son côté, le ministre tunisien a souligné "l'importance d'intensifier les efforts pour renforcer la coopération entre les deux pays, à la lumière d'un partenariat prometteur qui exige davantage de coordination, en vue de promouvoir l'échange d'expertises entre les deux pays, d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche scientifique et de renforcer la relation entre l'université et son environnement socio-économique". Pour atteindre cet objectif, M. Mondher Belaid a appelé à "renforcer le partenariat entre les deux pays

dans ce domaine, à travers l'encadrement commun des thèses et projets de recherche et l'établissement du double diplôme, en vue de renforcer la dynamique

étudiants-enseignants, outre l'intensification du jumelage entre établissements universitaires et centres de recherche scientifique entre les deux pays".

**Mercuriale**

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التعمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 14 افريل 2025  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Avril 2025

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا
	Tomate	98	113	84	الطماطم
	Oignon sec	66	73	59	البصل الجاف
	Ail sec	649	730	568	الثوم الجاف
	Carotte	75	85	65	الجزر
	Navet	99	111	87	لفت
	Petit pois	158	178	137	الجبانة
	Fève verte	87	98	75	الفول الاخضر
	Courgette	87	99	75	الكوسة
	Haricot vert	265	291	239	الفاصولياء الخضراء
Laitue	96	109	83	الخس	
Fruits frais	Orange	102	131	72	البرتقال
	Citron	112	137	86	الليمون
	Pomme locale	553	691	416	التفاح المحلي
	Datte	541	682	401	التمر
Banane	515	549	482	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1777	1912	1641	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	370	382	358	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

## TÉLÉCOMMUNICATIONS

# Le déploiement de la 5G prévu durant le 2<sup>e</sup> semestre 2025

Le projet de déploiement de la 5G en Algérie a été présenté pour la première fois lors de la réunion du gouvernement le 19 mars, puis soumis au Conseil des ministres le 7 avril, sous la présidence du chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune. À cette occasion, le président a insisté sur l'importance d'approfondir les études technologiques et financières pour garantir un déploiement efficace, en phase avec les objectifs de développement économique et d'amélioration des services offerts aux citoyens. Interrogé sur l'état d'avancement du projet, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a confirmé que le lancement commercial de la 5G est prévu pour le second semestre de 2025.

Par Mourad A.

S'exprimant sur la « Chaîne III » de la radio nationale, le ministre a tenu à rassurer l'opinion publique : contrairement aux idées reçues, l'Algérie n'est pas en retard dans ce domaine. Au contraire, les conditions sont réunies pour un lancement réussi, sous réserve de la finalisation des derniers ajustements réglementaires et techniques. Il a rappelé que la 5G ne se limite pas à une amélioration du streaming, mais concerne également des secteurs stratégiques tels que l'industrie 4.0, la santé, l'éducation et l'Internet des objets. Grâce aux investissements déjà réalisés dans la 4G, le pays dispose d'infrastructures robustes. L'enjeu actuel porte principalement sur le refarming des fréquences, nécessaire pour garantir un débit optimal. « Les opérateurs ont déjà effectué des tests concluants, en s'appuyant sur des infrastructures 4G modernisées. Bien que certaines fréquences doivent encore être réaffectées, tout est prêt pour un lancement dès la seconde moitié de 2025 », a précisé le ministre. En parallèle, l'Algérie prépare activement son entrée dans l'ère de la 6G. Le ministre a mis en avant la contribution notable du professeur algérien Marwan Dabdakh, acteur clé dans l'élaboration des standards 5G et désormais impliqué dans ceux de la 6G. Des tests préliminaires pourraient même être envisagés avant la fin de l'année. « Dès le lancement de la 5G, nous pourrions enta-

mer les premiers essais de la 6G. Pourquoi pas dès la fin de l'année ? », a-t-il déclaré.

**Vers une Algérie entièrement connectée à la fibre optique à l'horizon 2027**

La généralisation de la fibre optique d'ici 2027 constitue un axe central de la stratégie numérique du pays. Avec 265 000 km déjà déployés, l'Algérie s'impose comme un leader continental en matière d'infrastructures. Certaines villes, comme Constantine et Annaba, sont déjà couvertes à 100 %, et 92 % des foyers d'Alger sont connectés. « J'étais récemment à Adrar et Tamanrasset, dans des zones très reculées, et la fibre y est déjà disponible. C'est une immense fierté », a souligné le ministre. L'objectif est d'atteindre une couverture nationale totale d'ici 2027. Toutefois, des freins subsistent, notamment des résistances culturelles liées à l'attachement aux anciens numéros de téléphone fixe, ou encore des difficultés logistiques pour les installations dans certains logements. Malgré ces obstacles, 2 millions de foyers sont déjà connectés, sur une capacité vendable de 4,2 millions. En parallèle, 6,2 millions d'ODN (Optical Distribution Networks) ont été installés, avec une capacité maximale de 7 millions. L'Algérie propose un débit atteignant 1,2 Gbps pour moins de 5 000 dinars, ce qui constitue un record au niveau africain, voire mondial. Toutefois, les tests de débit

effectués par les utilisateurs peuvent parfois être faussés par des connexions hybrides (cuivre-fibre) ou par des équipements obsolètes. Le pays enregistre environ 1,2 million de tests de débit par jour, contre 120 000 dans certains pays comparables. « C'est un package qui fait notre fierté. Très peu de pays offrent un tel débit à ce prix », a ajouté Zerrouki.

Concernant la couverture des axes routiers, notamment l'autoroute Est-Ouest, le ministre s'est montré ferme : « Je ne suis pas satisfait. Nous avons lancé des drive tests et les opérateurs ont reçu un ultimatum jusqu'au 15 juin. Je referai moi-même l'autoroute pour vérifier la qualité du service ». Pour accompagner la transition numérique, des SkillCenters gratuits ont été ouverts à Sidi Bel Abbès et Oran, et d'autres suivront prochainement à Annaba et Chlef. « Nous voulons capter les talents invisibles, ceux qui n'ont pas eu accès à l'université ou à la formation professionnelle », a expliqué le ministre. Ces centres offrent des formations certifiantes en intelligence artificielle, cybersécurité, codage et technologies de l'information, avec pour ambition de soutenir la création de 20 000 start-up. Par ailleurs, un groupe de travail réfléchit actuellement à la régulation du contenu numérique, notamment sur les réseaux sociaux. En parallèle, une cellule dédiée aux nouvelles technologies, à l'intelligence artificielle et à la cybersécurité est en cours de création au sein du ministère.

## MODERNISATION D'ALGÉRIE POSTE

## Vers une nouvelle ère digitale

Par M. A.

Dans un contexte marqué par l'accélération de la transition numérique, Algérie Poste engage une modernisation en profondeur de ses services. Acteur central du service public, l'institution se prépare à entrer dans une nouvelle ère, portée par une vision stratégique claire et une volonté politique affirmée. Cette transformation, indispensable pour répondre aux attentes des citoyens et améliorer les conditions de travail des agents, s'inscrit dans la feuille de route tracée par le ministère de la Poste et des Télécommunications, comme l'a indiqué le ministre Sid Ali Zerrouki. Avec 4 300 bureaux de poste répartis à travers le territoire national et 29,8 millions de comptes ouverts, dont 23 millions actifs, Algérie Poste demeure un pilier du quotidien des Algériens. Toutefois, à l'ère du numérique, ce géant du service public est appelé à se réinventer. « C'est un géant qu'il faut moderniser », a déclaré Sid Ali Zerrouki lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Au cœur de cette transition se trouve l'ap-

plication « BaridiMob », qui capte à elle seule 90 % des transactions digitales effectuées dans le pays. Ce succès témoigne de la confiance croissante des usagers envers les solutions numériques proposées par Algérie Poste. Le ministre ambitionne d'aller encore plus loin avec la création d'une banque postale digitale, reposant sur une infrastructure déjà opérationnelle. « Si on pousse vers le paiement électronique, autant aller jusqu'au bout avec une banque postale numérique », a-t-il affirmé.

Parmi les priorités de cette transformation, le développement du paiement électronique figure en tête. En 2023, 90 millions de transactions électroniques ont été enregistrées, un chiffre encore modeste selon le ministre au regard du potentiel national. « Mon ambition, c'est 1 milliard de transactions par an. Nous allons lancer des incitations à destination des commerçants et des clients », a-t-il expliqué. Un plan incitatif est actuellement en préparation, avec pour objectif d'encourager l'adoption massive des paiements digitaux, aussi bien chez les professionnels. L'enjeu est clair : faire du paiement

électronique un réflexe quotidien, et non une alternative marginale.

Autre levier important de cette stratégie : l'amélioration de la disponibilité des distributeurs automatiques de billets (GAB). Grâce à une politique de maintenance rigoureuse mise en place par le ministère, le taux de disponibilité de ces équipements est passé de 70 % à 98 %. « Certains distributeurs étaient hors service depuis un an. Aujourd'hui, on les répare, on les surveille. Les résultats sont là », a souligné le ministre. Avec un parc de 2 000 GAB, cette amélioration représente un gain concret pour les usagers, notamment dans les zones rurales et enclavées. À travers cette modernisation, Algérie Poste ne se contente pas d'accompagner la transition numérique : elle ambitionne de redéfinir son rôle au sein de la société algérienne contemporaine. En combinant services de proximité, innovation technologique et inclusion financière, l'opérateur public entend devenir un modèle de service public moderne et accessible. « Nous avons les infrastructures, les outils et surtout la volonté. L'ère digitale d'Algérie Poste ne fait que commencer », a conclu Sid Ali Zerrouki.

FORMATION PROFESSIONNELLE  
**Vers l'élaboration d'une nouvelle nomenclature**

Par Réda Hadi

La formation professionnelle en Algérie continue de faire sa mue pour répondre aux exigences du moment et faire face aux défis à venir. Outre sa digitalisation, ce secteur va connaître une refonte à différents niveaux, basée sur une approche qualitative, afin de poursuivre sa modernisation et changer son image stéréotypée. Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El-Mahdi Oualid, a procédé à l'installation de l'équipe technique chargée d'élaborer une nouvelle nomenclature de la formation professionnelle, qui constituera la référence nationale en matière de formation et de compétences.

Pour le premier responsable du secteur, la réforme de la carte se fera à différents niveaux, avec un plan de modernisation des programmes, sur la période 2025-2030, qui commencera par la mise à jour de la nomenclature. Celui-ci explique qu'il ne s'agit pas seulement d'ajouter de nouveaux métiers ou de supprimer d'autres métiers ou formations, mais également revoir la structure des formations.

Aussi, l'équipe technique chargée d'élaborer la nouvelle nomenclature de la formation professionnelle a été installée, lors d'une rencontre de coordination tenue, dimanche, avec les membres du réseau national d'ingénierie pédagogique. Cette installation s'inscrit dans le cadre du processus de réforme et de modernisation du système de formation et de l'enseignement professionnels, dans le but de l'adapter aux mutations économiques et technologiques que connaît le pays et aux exigences du marché du travail. A cette occasion, le ministre a passé en revue les orientations stratégiques du secteur, notamment la nécessité de renouveler les référentiels de formation et de les rendre plus dynamiques et plus adaptés aux besoins du marché du travail, la suppression des formations dépassées et l'introduction de nouvelles spécialités en relation avec les métiers d'avenir outre l'implication des experts et du secteur économique dans l'élaboration et l'amélioration des référentiels de formation.

Il a également mis l'accent sur l'importance de rapprocher le référentiel national des formations et de compétences de la nomenclature des métiers approuvée par le ministère du Travail, pour faciliter le processus de recrutement et de faire des centres d'excellence un noyau fondamental du réseau national d'ingénierie pédagogique, en produisant des contenus pédagogiques actualisés, en partenariat avec le secteur économique. Par ailleurs, le ministre a appelé à l'élaboration d'un calendrier de formation des formateurs, incluant des stages en entreprise, tout en exploitant les opportunités de la coopération internationale dans ce domaine.

## GHARDAÏA

## Plus d'une centaine de participants attendus au salon national de la saison printanière dédié à l'artisanat

Plus d'une centaine d'artisanes et artisans, représentant une trentaine de wilayas, ont confirmé leur participation au salon national de la saison printanière dédié à l'artisanat, prévu du 14 au 22 avril en cours à la Maison de l'artisanat de Ghardaïa, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Organisé par la Chambre locale de l'artisanat et des métiers, en partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et la wilaya de Ghardaïa, cette manifestation a pour objectif de valoriser la richesse et la diversité du secteur de l'artisanat dans l'économie locale, selon les organisateurs.

Ce rendez-vous artisanal, commerciale et culturel, ambitionne de mettre en exergue l'artisanat de chaque contrée du pays et de contribuer à la promotion touristique et à l'animation culturelle de la région de Ghardaïa qui regorge de potentialités riches et diversifiées.

Pour le secrétaire général de la wilaya, Djelloul Choubi, ce salon vise en premier lieu à faire du secteur de l'artisanat un levier du développement local, avec ses milliers d'artisanes et de tisserandes au savoir-faire avéré, notamment en utilisant de matériaux locaux, de styles et de motifs traditionnels jalousement préservés et transmis de génération en génération.

Ce salon d'exposition-vente a aussi pour objectif d'offrir une opportunité de rencontres et d'échanges entre les professionnels de l'artisanat et de permettre au public d'apprécier un aspect authentique de l'art et des traditions des différentes régions du pays.

Dans cette perspective, la capitale du M'zab (Ghardaïa) reconstituera la diversité culturelle qui fait la fierté de l'Algérie et se penchera également sur une stratégie de promotion et de valorisation du tourisme et du produit artisanal.

## ORAN / OLYMPIADES DES MÉTIERS

# Près de 200 stagiaires se préparent pour les sélections de wilaya

Près de 200 stagiaires et apprentis de différents établissements de formation de la wilaya d'Oran se préparent à passer les sélections de wilaya des olympiades des métiers, organisées par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a-t-on appris, lundi, de la direction locale du secteur.

Les sélections de la wilaya d'Oran devraient se dérouler, du 20 au 24 avril en cours au Palais des sports Hamou Boutlelis, où les stagiaires participeront à une série de compétitions, dont certains se qualifieront pour les sélections régionales, a indiqué à l'APS la chargée de communication et d'information au sein de la direction locale de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacera Mansouri. Les participants concourront dans 36 spécialités différentes proposées dans les établissements de formation de la wilaya d'Oran, telles que l'informatique (programmation, bases de données...), la maintenance industrielle, l'hôtellerie et la restauration, la chimie industrielle, le design de mode, la coiffure, la cuisine et la pâtisserie, entre autres, a-t-on indiqué. Les olympiades des métiers, annoncées par le minis-

tre du secteur, M. Yacine El Mehdi Oualid, en février dernier, constituent une plateforme importante qui permettra aux jeunes algériens de mettre en avant leurs compétences professionnelles dans divers domaines, tout en renforçant l'esprit d'excellence et de compétition, selon des normes internationales, ce qui contribuera ainsi à les inciter à améliorer et à perfectionner leurs compétences. Le concours se déroulera en trois étapes: la première sélection aura lieu au niveau des wilayas, suivie de la deuxième phase au niveau régional, en septembre prochain, avant les sélections finales, qui se dérouleront dans la wilaya d'Oran, du 3 au 8 novembre prochain, selon la même source. Les lauréats de ce championnat représenteront l'Algérie aux olympiades continentales prévues en Zambie et des olympiades mondiales, qui se

tiendront à Shanghai, en Chine, l'année prochaine, sachant que "les Olympiades nationales 2025 constituent une bonne préparation pour ces événements internationaux", a ajouté la même source. Cet événement "n'est pas seulement une compétition, mais un espace pour stimuler l'esprit d'innovation et d'excellence, une opportunité pour ancrer une culture de travail et de compétence chez les stagiaires. Il constitue également un pilier essentiel pour le développement de la formation professionnelle et l'amélioration de sa qualité, ainsi qu'une préparation pour faire face aux défis du marché du travail et contribuer à la construction d'une génération qualifiée, consciente de l'importance du secteur dans l'avancement de la société et le développement durable", note la même responsable.

## Vers la restauration des anciens tunnels de la ville

Les anciens tunnels de la ville d'Oran, qui datent de plusieurs siècles, feront l'objet de travaux de restauration et d'entretien, en vue de leur intégration dans le circuit touristique, a annoncé, dimanche, le wali Samir Chibani.

Lors de son intervention dans le cadre d'une journée de formation sur le thème "Cohésion régionale et développement urbain durable", organisée au profit des chefs de daïras et des présidents d'assemblées populaires communales de la wilaya, à l'initiative des services de la wilaya en coordination avec l'université d'Oran, le wali a indiqué que la création d'une unité rattachée à la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) est prévue pour la gestion des anciens tunnels de la ville (longs de 84 km), leur entretien et leur réhabilitation, afin de les intégrer dans le parcours touristique de la ville.

Le wali a donné des instructions à la SEOR pour "accélérer les procédures administratives et techniques nécessaires à la mise en place de cette unité et à son entrée en service dans les plus brefs délais".

Concernant le quartier ancien de Sidi El Houari, il a été précisé que plus de 20 immeubles anciens ont été démolis après le relogement à Misserghine de leurs occupants, et qu'il reste 1.034 autres bâtisses classées en zone rouge à démolir.

Le wali a indiqué que des logements neufs seront reconstruits dans le style architectural traditionnel du quartier, et que les travaux seront confiés à des promoteurs publics tels que l'OPGI, l'AADL, et l'ENPI dans le cadre du logement promotionnel aidé (LPA). Il a ajouté qu'il est impossible de restaurer ces habitations en raison de leur état de délabrement avancé et du coût élevé des travaux de

restauration.

Par ailleurs, il a annoncé que l'hôpital historique de Baudens, dans le quartier de Sidi El Houari, sera restauré par le groupe Sonatrach et que le lycée Gadir Hocene sera pris en charge par le groupe Sonelgaz.

Un budget de 900 millions de dinars a également été réservé pour la restauration de l'ancien siège de l'APC d'Oran, selon la même source.

A noter que cette journée de formation, animée par le professeur Aziz Belkhit, architecte et enseignant à l'université Paris Nord (France), était destinée aux responsables locaux et a porté sur la modernisation des villes et territoires urbains, ainsi que sur l'intégration durable des différentes zones, prenant en compte les dimensions économiques, sociales et environnementales à long terme.

## GUELMA

## 5 millions de m3 d'eaux épurées orientés vers l'irrigation agricole

Un volume de 5 millions de m3 d'eaux usées traitées sera orienté, annuellement dans la wilaya de Guelma, vers l'irrigation agricole après l'achèvement du projet en cours portant réhabilitation et modernisation de la station d'épuration de la commune

du chef-lieu, a affirmé, dimanche, le wali, Houria Aggoun. Cet "important volume" d'eau épurée à réutiliser pour l'irrigation agricole sera filtré et traité grâce au projet sus-indiqué qui comprend une unité de traitement tertiaire des eaux et un laboratoire d'ana-

lyses microbiologiques, a précisé la cheffe de l'exécutif local dans une déclaration à l'APS. Elle a ajouté que les eaux traitées seront utilisées pour renforcer l'irrigation agricole dans plusieurs unités agricoles productives (anciennement fermes pilotes) parmi les-

quelles les unités Richi Abdelmadjid, dans la commune de Belkheir, Felfouli Tahar et Haouati Hocene (commune de Guelma) et, dans une seconde phase, le périmètre "Guelma-Bouchehouf". Mme Aggoun a également fait savoir, dans le même contexte,

qu'une nouvelle station d'épuration des eaux usées sera construite dans la commune d'Oued Zenati, le projet ayant été accordé par le ministère de l'Hydraulique, ce qui permettra d'augmenter le volume des eaux traitées dans la wilaya de Guelma.

## TINDOUF

## Renforcement du réseau d'électrification en prévision de l'été prochain

Divers travaux portant renforcement du réseau électrique sont en cours d'exécution dans la wilaya de Tindouf, en prévision de la saison estivale 2025, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Visant une alimentation régulière et sans perturbations de la wilaya en

énergie électrique, ces travaux consistent en la réalisation d'un nouveau réseau de 15 km de lignes électriques, ainsi que la mise en service de deux (2) transformateurs de moyenne et basse tensions au niveau des cités Selagua et El-Moustakbel, à Tindouf, a détaillé le chargé de communication à la Sonelgaz-Tindouf, Mehdi Hamadina. L'opération vise à améliorer le service

public, atténuer la surcharge sur le réseau électrique de la wilaya et assurer l'alimentation interrompue de l'électricité en période de forte consommation, notamment durant la période estivale, a-t-il ajouté.

Aussi, les équipes techniques de l'entreprise entreprennent une série d'actions d'intervention et de contrôle des sept (7) transformateurs principaux, l'entre-

tien des 188 autres et d'un réseau électrique de moyenne tension de 47 km, et d'un autre de basse tension de 101 km.

Des équipes techniques sont également mobilisées pour intervenir en H24 sur les réseaux électriques de la wilaya, pour parer aux éventuelles pannes sur les installations.

# Comment les ultrariches tentent de sauver leur peau face au changement climatique

Dans son nouvel ouvrage «Les riches contre la planète», la sociologue Monique Pinçon-Charlot évoque le séparatisme environnemental des milliardaires, qui tentent de préserver leur position dominante et de masquer leur responsabilité manipulatrice dans le dérèglement climatique.

Par Monique Pinçon-Charlot

L'écologie n'est pas ce qui nous rassemble, mais ce qui nous sépare. D'un côté, une oligarchie prédatrice se met soigneusement à l'abri du désastre. De l'autre, l'immense majorité du vivant est toujours plus exploitée et exposée. À partir d'une trentaine d'études de cas, la sociologue Monique Pinçon-Charlot livre l'impitoyable démonstration de la collusion entre élites politiques et industries polluantes et détaille les roueries de l'oligarchie pour maximiser ses profits tout en saccageant la planète. Face aux fausses promesses de la «transition écologique», elle oppose des arguments fondés sur des exemples concrets, comme autant de pièces d'un puzzle diabolique. Paru le 2 avril 2025 aux éditions Textuel, *Les riches contre la planète – Violence oligarchique et chaos climatique* est un livre détonateur à l'argumentaire radicalement anticapitaliste. Il est le premier ouvrage dans lequel Monique Pinçon-Charlot se penche sur le thème du chaos climatique. Nous en publions ici un des trente chapitres qui le compose.

Dès les années 1970, les milliardaires américains dont la richesse est liée au pétrole, comme celle de David Rockefeller, sont inquiets des conséquences écologiques des extractions fossiles. En septembre 2001, Serge Halimi mentionne dans un article le penchant des riches pour les refuges en Patagonie: «Soucieux de tolérance et de justice sur Terre, Luciano Benetton y possède 900.000 hectares. Ayant eu besoin d'eau pour ses milliers de moutons mérinos, il a détourné une rivière dont les ressources étaient cependant vitales à une population indienne vivant en aval du fleuve. Ted Turner s'est lui aussi acheté un ranch dans cette région désormais envahie de ranchs hollywoodiens pour milliardaires écologistes.»<sup>1</sup>

Ces terres de Patagonie sur la côte de l'océan Pacifique, avec des lacs aux eaux cristallines et des forêts, constituent un véritable paradis, qui a été en partie privatisé et bradé au Chili grâce au durcissement néolibéral sous la dictature d'Augusto Pinochet après le coup d'État du 11 septembre 1973, avec l'étroite complicité des élites nationales. Cet accaparement permet en outre aux riches chiliens et étrangers

de se présenter aujourd'hui en investisseurs responsables de la nature, engagés dans la préservation de l'environnement, et notamment des arbres emblématiques des terres d'autrefois, comme l'alerce, parent direct du séquoia.

Les riches anticipent donc une guerre de classe lorsque les peuples auront compris qu'ils ont été manipulés, qu'on leur a fait croire à une «transition écologique».

Mais la justification écologique est surtout un prétexte pour que «les créateurs de richesses» n'apparaissent pas comme de vulgaires fuyards face à la peur de la colère des peuples. Selon Pierric Marissal [«Nouvelle-Zélande: là où fleurissent les bunkers des milliardaires», *L'Humanité*, 16 avril 2019], plusieurs dizaines de patrons de la Silicon Valley ont également acheté des terres en Nouvelle-Zélande pour se préparer aux conséquences sociales et politiques du dérèglement climatique. Le milliardaire américain Reid Hoffman, un homme d'affaires, capital-risqueur et cofondateur du réseau social professionnel LinkedIn, s'exprime ainsi dans le *New Yorker*: «Le pays va-t-il se retourner contre les riches? Contre l'innovation technologique? Est-ce que ça va se transformer en désordre civil? En tout cas, plus de 50% des milliardaires de la Silicon Valley ont pris, d'une manière ou d'une autre, une assurance contre l'apocalypse.»<sup>2</sup>

Les riches anticipent donc une guerre de classe lorsque les peuples auront compris qu'ils ont été manipulés, qu'on leur a fait croire à une «transition écologique», alors que le capitalisme continue à permettre aux dominants d'engranger toujours plus de dividendes au détriment de la vie sur Terre en cumulant le capitalisme fossile et le capitalisme vert. «Beaucoup trouvent que la Nouvelle-Zélande est le meilleur endroit pour y faire face. Un pays qui ne connaît pas d'ennemis, a peu de chance d'être la cible d'une bombe nucléaire, est composé de nombreuses îles où s'isoler, avec de l'altitude pour faire face à la montée du niveau de la mer, de larges territoires inhabités, peu de pollution... Rien qu'en 2016, 13.000 riches Américains y ont demandé un permis de construire.»<sup>3</sup>

Au point que la Nouvelle-Zélande a dû prendre des mesures contre cette ruée immobilière, afin de maîtriser la hausse des prix dans le bâtiment. Cette ancienne colonie britannique, bien

qu'étant très éloignée du continent européen, est majoritairement peuplée de descendants de colons venus notamment de Grande-Bretagne, ce qui facilite la possibilité d'y retrouver des racines idéologiques et de s'y sentir à l'aise dans une forme de nouvel entre-soi. «Le milliardaire Peter Thiel, fondateur de PayPal et de Palantir, a lancé le mouvement en 2015, en achetant pour près de 12 millions d'euros une ferme et près de 200 hectares de terrain sur les rives du lac Wanaka, dans le sud de la Nouvelle-Zélande. Il y a fait construire une pièce ultra sécurisée. Avec quatre autres entrepreneurs de la Silicon Valley, dont Sam Altman, patron d'OpenAI, il garde toujours un avion prêt à s'envoler et à traverser 7.000 kilomètres au-dessus du Pacifique au moindre signe d'apocalypse ou de révolte sociale.»<sup>4</sup>

La volonté de sécurisation peut aussi se concrétiser par des «bunkers blindés» réalisés sous terre par une entreprise californienne, Terra Vivos. La quiétude des gens de fortune doit en effet être garantie pour le temps long des dynasties familiales. «Quelle que soit la menace, nos abris sont construits et conçus pour résister à peu près à tout, du changement de pôles aux éruptions de volcans, en passant par les tremblements de terre, les tsunamis, les pandémies, les explosions nucléaires, les catastrophes biologiques ou chimiques, le terrorisme et même l'anarchie généralisée», annonce sur son site le groupe Vivos, basé en Californie.<sup>5</sup>

Mark Zuckerberg, PDG de Facebook, a lui jeté son dévolu un peu plus haut dans le Pacifique Nord en achetant une petite île au large d'Hawaï. «Il a payé les poignées de familles présentes

sur ces terres qui cultivaient de la canne à sucre, pour partir. Il entend s'y faire bâtir une propriété et une ferme bio de 27 hectares, en autosuffisance totale. Un investissement à plus de 100 millions de dollars pour assurer sa seule survie et celle de sa famille... Comme quoi, «après moi, le déluge» n'est pas qu'un proverbe, mais bien une philosophie de vie.»<sup>6</sup>

Ces sauve-qui-peut ayant l'apparence d'un individualisme négatif sont en réalité inscrits dans la logique de la mobilisation de la classe dominante dans toutes ses composantes pour préserver son entre-soi et ne sont en rien incompatibles avec des investissements pour tenter d'étouffer les différentes formes de critiques liées à l'écologie ou à l'humanitaire impliquant le capitalisme dans le dérèglement climatique. Les ONG peuvent ainsi servir de couverture pour acheter des terres en Patagonie chilienne et en faire des réserves écologiques alors qu'elles sont liées, comme c'est le cas pour Pew Charitable Trust, à l'industrie pétrolière privée du Texas, avec l'avantage de bénéficier du système de la compensation pour la neutralité carbone. Le carbone ainsi stocké pourra être revendu au prix fort le moment venu. De surcroît, ce processus d'accaparement de ces terres se fait au détriment des populations autochtones, des plus pauvres au profit des plus riches de la planète.<sup>7</sup>

Le séparatisme des riches est donc d'une actualité toujours plus brûlante avec cette capacité d'anticipation des conséquences de leurs crimes contre le vivant, aux fins de s'extraire du commun des humains.

Source : Slate.fr, 3 avril 2025

## Notes

- 1 - Serge Halimi, «Comment le dépenser», *Le Monde diplomatique*, septembre 2001. Retourner à l'article
- 2 - Pierric Marissal, «Nouvelle-Zélande: là où fleurissent les bunkers des milliardaires», *L'Humanité*, 16 avril 2019. Retourner à l'article
- 3 - Pierric Marissal, «Nouvelle-Zélande: là où fleurissent les bunkers des milliardaires», *L'Humanité*, 16 avril 2019. Retourner à l'article
- 4 - Pierric Marissal, «Nouvelle-Zélande: là où fleurissent les bunkers des milliardaires», *L'Humanité*, 16 avril 2019. Retourner à l'article
- 5 - Evan Osnos, «Quand les ultrariches se préparent au pire – Reportage chez les survivants de la Silicon Valley», traduit de l'anglais par Bruno Gendre, *Revue du Crieur*, n°7, La Découverte, pages 4 à 21, 2017. Retourner à l'article
- 6 - Pierric Marissal, «Nouvelle-Zélande: là où fleurissent les bunkers des milliardaires», *L'Humanité*, 16 avril 2019. Retourner à l'article
- 7 - Merci à Enrique Aliste Almuna, professeur à l'université de Paris 1, spécialiste de la Patagonie Aysén pour l'entretien accordé sur les enjeux liés à la ruée vers les terres chiliennes les plus préservées. Andres Núñez, Santiago Urrutia Reveco, Enrique Aliste, Alex Mayne, Alejandro Salazar Burrows, «¿Gentrificación rural "verde"? Desplazamientos y eco-colonización en Patagonia-Aysén», *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, vol. 33, no 1, 2024. Retourner à l'article



## FINANCES

**Fitch Ratings confirme la note de l'Égypte à "B"**

Fitch Ratings a confirmé, vendredi 11 avril, la note IDR en devises étrangères à long terme de l'Égypte à "B" avec une perspective stable. Le rapport de Fitch souligne l'importance de l'accord conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), via une Facilité Élargie de Crédit de 8 milliards de dollars, qui reste un pilier central des prévisions économiques de l'agence pour le pays.

Fitch prévoit une hausse des investissements directs étrangers à 15 milliards de dollars (soit 3,8 % du PIB) en exercice 2026, soutenue par de nouveaux investissements immobiliers en provenance du CCG, ainsi qu'un niveau de réserves internationales équivalent à 4,2 mois de paiements extérieurs courants à la fin de l'exercice 2026, contre 5,1 mois en exercice 2024, ce qui reste globalement conforme à la médiane des pays notés 'B', qui s'établit à 4,3 mois.

Pour rappel, Fitch avait relevé le 1er novembre 2024 la note de l'Égypte de « B- » à « B », avec une perspective stable, assurant que cette amélioration est soutenue par les récents afflux d'investissements étrangers, notamment l'accord de Ras El Hekma, qui a accru les réserves de change de l'Égypte.

## MAURITANIE

**La Banque mondiale annonce avoir approuvé le projet DREAM**

La Banque mondiale a annoncé vendredi avoir approuvé le Projet de développement des ressources énergétiques et d'appui au secteur minier en Mauritanie (DREAM), d'un montant de 82,5 millions de dollars.

DREAM marquera la mise en place de la première installation à grande échelle de stockage d'énergie sur batterie en Mauritanie et jouera également un rôle clé dans la conduite d'études géologiques afin d'évaluer et valoriser le potentiel minier considérable du pays, a ajouté la même source dans un communiqué. Elle souligne que DREAM viendra appuyer la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'hydrogène vert récemment adoptée par la Mauritanie.

Le ministère mauritanien de l'Énergie et du Pétrole a, pour sa part, souligné l'importance du projet dans l'accélération de la mise en œuvre de l'initiative de la Charte de l'énergie 300 qui veut garantir un accès universel à l'électricité d'ici 2030.

## ARABIE SAOUDITE-ÉTATS-UNIS

**Vers la signature d'un accord sur la technologie nucléaire**

Les États-Unis et l'Arabie saoudite vont signer un accord préliminaire sur la coopération énergétique et la technologie nucléaire civile, a déclaré le secrétaire d'État à l'Énergie, Chris Wright, lors d'une conférence de presse tenue dimanche dans la capitale saoudienne.

Le responsable américain a précisé que les détails de la coopération nucléaire entre les deux pays seraient communiqués dans le courant de l'année. Il a précisé que la coopération porterait sur la mise en place d'une industrie nucléaire commerciale dans le Royaume "avec des développements significatifs attendus cette année". "Il y aura certainement un accord nucléaire 123 avec l'Arabie saoudite", a déclaré M. Wright. Il a ajouté que Washington espérait une coopération à long terme avec Riyad pour développer l'industrie nucléaire civile dans le Royaume.

Répondant à une question d'Arab News, le haut fonctionnaire américain a déclaré que les deux parties coopéreraient dans les principaux secteurs de l'énergie, "les technologies et les partenariats américains jouant un rôle clé".

Il a déclaré que l'Arabie saoudite disposait d'excellentes ressources solaires et d'une marge d'amélioration technologique.

M. Wright a également fait l'éloge de l'approche du Royaume en matière de développement énergétique efficace et a déclaré qu'elle s'appliquait à toutes les sources d'énergie.

Commentant les liens bilatéraux entre les deux pays, le secrétaire d'État à l'énergie a déclaré : "Je pense que l'Arabie saoudite sera l'un des principaux pays à investir aux États-Unis, ce qui est bénéfique pour les deux nations.

M. Wright a exprimé sa gratitude au prince héritier Mohammed bin Salman et au ministre de l'Énergie, le prince Abdulaziz bin Salman, pour leur chaleureuse hospitalité, alors que lui et sa délégation sont arrivés pour renforcer les liens bilatéraux et explorer les intérêts communs.

**L'exposition de Riyad présente des innovations dans le domaine de la volaille**

Abdulrahman Al-Fadhli, ministre saoudien de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, inaugurerait la quatrième édition du Middle East Poultry Expo au centre international de congrès et d'exposition de Riyad, du 14 au 16 avril. L'exposition de cette année réunira 340 entreprises locales et internationales qui présenteront des innovations dans les domaines de la volaille, des aliments pour animaux, de la santé animale et de la nutrition, a rapporté l'agence de presse saoudienne (SaudiPress

Agency). Le ministère a souligné la large participation attendue à l'événement, y compris des représentants des secteurs public et privé, des associations scientifiques et des organisations à but non lucratif axées sur le développement de l'élevage. Des pavillons spécialisés couvriront la production de volailles, la fabrication d'aliments pour animaux, les technologies de broyage, les services vétérinaires, ainsi que la nutrition et la santé animales, a ajouté la SPA. Les visiteurs pourront découvrir plus de 800

produits et technologies de pointe destinés à renforcer les chaînes d'approvisionnement de ce secteur.

Le ministère a mis l'accent sur la croissance du secteur avicole, stimulée par le soutien du gouvernement sous forme de prêts, de facilités de projets avicoles et d'investissements du secteur privé.

Ces efforts, qui s'inscrivent dans le cadre de la Vision 2030, sont essentiels pour renforcer la sécurité alimentaire du Royaume.

## TUNISIE - MAHDIA

**Injection de cinq tonnes de pommes de terre dans le marché au gro pour équilibrer les prix**

Des équipes de contrôle économique ont effectué des visites de contrôle dans différents marchés hebdomadaires, ce qui a permis de relever 47 infractions économiques. La campagne, menée par le

gouverneur de la région et des agents de la sécurité et de la police municipale, a concerné les marchés de OuledDhawadi, Karakar, Boumerdas, Chorban, ainsi que des magasins de légumes et de céréales dans les villes de Boumerdas et d'El Jem.

Les infractions relevées étaient liées à la vente à des prix illégaux, à la surfacturation, à la non-présentation des factures d'achat, au non-affichage des prix, à la monopolisation, à la dissimulation de produits, à la violation des accords de subven-

tion et aux outils de pesée. Au cours de la même campagne, la direction régionale du commerce a injecté environ 5 tonnes de pommes de terre importées dans le but d'ajuster le marché et de fournir cette denrée à des prix raisonnables.

## EMIRATS ARABES UNIS/ZONE INDUSTRIELLE D'AL SAJA'A

**Asaas autorise les investisseurs étrangers à bénéficier d'un droit d'usufruit de 100 ans**

La société AsaasProperties, branche immobilière de la Banque islamique de Charjah, a annoncé le lancement d'une nouvelle mesure exceptionnelle pour son projet de terrains dans la zone industrielle d'Al Saja'a, à Charjah. Celle-ci permet aux investisseurs étrangers de toutes nationalités non arabes de bénéficier d'un droit d'usufruit de 100 ans, en complément du droit de propriété libre déjà accordé aux investisseurs arabes. Cette initiative vise à offrir aux investisseurs étrangers la possibilité de tirer parti de l'emplacement stratégique du projet et de ses rendements attractifs, renforçant ainsi l'attractivité de l'émirat

de Charjah en tant que destination idéale pour l'investissement industriel à long terme. Cette décision inclut toutes les nationalités, sans exception, à condition que l'investisseur détienne un permis de résidence valide aux Émirats arabes unis. Elle incarne le principe d'égalité des opportunités en matière d'investissement et renforce la compétitivité de l'environnement immobilier de l'émirat. L'ingénieur Ahmed Al Amiri, directeur général d'AsaasProperties, a déclaré que l'introduction du droit d'usufruit sur 100 ans répond à la demande croissante pour les terrains de la zone industrielle d'Al Saja'a, tout en offrant des options flexibles permettant aux investisseurs

étrangers d'accéder au marché immobilier et industriel de Charjah. Il a ajouté que cette démarche contribue à renforcer la position du projet en tant que moteur essentiel de croissance économique et d'investissement, en attirant de nouveaux segments d'investisseurs et en soutenant l'expansion des activités industrielles dans une zone prometteuse connaissant un développement rapide. Cette mesure s'inscrit dans la continuité des avantages déjà proposés par le projet, notamment la propriété libre pour les investisseurs arabes, ce qui contribue à diversifier la base d'investisseurs et à accroître la compétitivité du projet à l'échelle régionale.



POUR UN EMPRUNT INITIALEMENT PRÉVU À 150 MILLIARDS

## Le Sénégal attire 405 milliards FCFA

Malgré la dégradation récente de sa note souveraine, la signature du Sénégal continue d'attirer les investisseurs régionaux. Le pays ouest-africain prévoit de lever 90 milliards FCFA mi-avril via le marché des titres publics par adjudication.

Le Trésor public sénégalais a clôturé le jeudi 10 avril par anticipation, son emprunt obligataire par appel public à l'épargne (APE) lancé le jeudi 27 mars. Initialement prévue pour s'étendre jusqu'au 26 avril, l'opération visait une levée de 150 milliards FCFA (environ 259 millions USD). En deux semaines, les investisseurs ont servi pour un montant cumulé de 405 milliards FCFA, soit près de trois fois l'objectif initial. Les titres proposés offraient des rendements compris entre 6,40% et 6,95% selon la maturité, et seront cotés à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Cette cotation permettra une liquidité secondaire, en particulier pour les investis-

seurs institutionnels à la recherche de rendements stables. Cette mobilisation massive survient dans un contexte de pression croissante sur les finances publiques du Sénégal. Un audit de la Cour des comptes publié en février a révélé que la dette publique atteignait 99,67% du PIB, et que le déficit budgétaire pour 2023 s'élevait à 12,3%, des chiffres nettement supérieurs aux estimations précédentes. Ces révélations ont conduit les agences de notation Moody's et Standard & Poor's à abaisser la note souveraine du pays respectivement à B3 et B, avec des perspectives négatives. Conséquence : les décaissements dans le cadre du programme

d'appui de 1,8 milliard d'euros conclu avec le FMI en 2023 sont actuellement suspendus. Le montant effectivement retenu par le Trésor n'a pas été communiqué à ce stade. Cette opération pourrait toutefois influencer les conditions des prochaines émissions prévues dans l'Union. Avec sa situation actuelle, l'État sénégalais s'appuie de plus en plus sur les marchés domestiques. En plus de l'APE clôturé en avril, le pays a déjà mobilisé plus de 361 milliards FCFA cette année via le marché des titres publics par adjudication, géré par l'agence UMOA-Titres. Il prévoit de lever encore 90 milliards FCFA le 14 avril prochain sur le segment adjudication.

POUR RENFORCER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

## Le Ghana lance le programme « Feed Ghana »

Le Ghana reste fortement dépendant des importations alimentaires, qui se sont élevées à 2,5 milliards \$ en 2024. Avec « Feed Ghana Programme », le gouvernement entend réduire la dépendance aux importations alimentaires et créer des emplois dans les filières agricoles et agro-industrielles. Le président ghanéen John Mahama a procédé, le samedi 12 avril 2025, au lancement officiel du « Feed Ghana Programme », une initiative gouvernementale visant à stimuler la production agricole nationale, réduire la dépendance aux importations alimentaires et créer des emplois dans les filières agricoles et agro-industrielles. Présenté comme un cadre stratégique global, ce programme regroupe l'ensemble des projets et interventions en matière

d'agriculture. Il s'appuie sur quatre axes majeurs : l'augmentation de la production alimentaire, la promotion de pratiques agricoles modernes, le renforcement des infrastructures rurales et le développement de zones agro-industrielles dans toutes les régions du pays. L'une des dimensions clés du programme consiste à mobiliser les communautés, les ménages et les institutions autour de la production agricole. Le gouvernement prévoit notamment d'inciter les familles à cultiver des légumes comme la tomate, le piment ou l'aubergine, afin de réduire les dépenses alimentaires des ménages et accroître l'autonomie locale. Le chef de l'Etat a également annoncé que les établissements scolaires disposant de terres seront encouragés à cultiver des produits vivriers et à pratiquer

l'élevage. « Toutes les écoles ayant des terres disponibles seront appelées à les utiliser à des fins agricoles : culture de légumes pour améliorer les repas des cantines scolaires, et élevage de vaches, chèvres ou moutons pour fournir de la viande aux élèves », a déclaré le président Mahama. Il a souligné que cette approche contribuera à compléter le programme national de cantines scolaires et à valoriser l'agriculture comme choix de carrière chez les jeunes. Ce lancement intervient dans un contexte où le Ghana reste fortement dépendant des importations alimentaires, qui se sont élevées à 38,9 milliards de cedis en 2024 (2,5 milliards \$). Les céréales, les huiles, la viande, le sucre et le poisson représentent ensemble plus de 53% des importations alimentaires du pays.

Toutefois, des signes d'amélioration sont perceptibles : l'inflation alimentaire a reculé à 26,5% en mars 2025 contre 28,1% en février, après une longue période de hausse entamée en septembre 2024. Conscient des enjeux, le gouvernement Mahama a fait de la souveraineté alimentaire une priorité nationale. Dans le cadre du budget 2025, une enveloppe de 1,5 milliard de cedis a été allouée au secteur agricole dans le cadre du Programme de transformation économique (AETA). Feed Ghana Programme y occupe une place centrale, aux côtés du Projet de développement des céréales du Ghana, du projet de développement des légumes et de l'initiative « NkokoNkitinkiti ».

BURKINA FASO  
**Le pays veut se positionner sur le segment de l'exportation de viande**

En Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso est l'un des pays où l'élevage de bétail est l'un des plus importants, avec le Nigeria ou le Mali. Le gouvernement souhaite développer la production de viandes rouges pour devenir un pays exportateur de cette denrée.

Le Burkina Faso veut se lancer dans l'exportation de viande de bétail. C'est dans le cadre de cette ambition que le gouvernement a adopté, le 8 avril en Conseil des ministres, un décret portant création de l'Agence Faso Abattoir. Selon Amadou Dicko, ministre délégué chargé des Ressources animales, cette nouvelle agence publique sera mandatée pour centraliser et professionnaliser la gestion des abattoirs nationaux et régionaux, moderniser les infrastructures pour les aligner aux normes sanitaires et environnementales, et développer une logistique intégrée pour l'approvisionnement en bétail et la distribution des produits.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte où le gouvernement multiplie les investissements pour accroître la capacité locale de production de viande. À titre indicatif, le ministère de l'Agriculture a entamé, en mars dernier, la construction d'un nouvel abattoir à Ziniaré pour un coût total de 2,3 millions de dollars. En se concentrant davantage sur la viande, le gouvernement vise une amélioration de la valeur ajoutée dans le secteur de l'élevage qui se focalise actuellement surtout sur l'exportation de bétail vivant. « La création de l'Agence Faso Abattoir vise à faire du Burkina Faso un pays exportateur de viande et non d'animaux sur pieds », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres.

À L'ÉMISSION OBLIGATAIRE DU TOGO

## Les investisseurs étrangers répondent présents

Le Togo a mobilisé 22 milliards FCFA ce vendredi 11 avril sur le marché régional, profitant d'une forte demande venant de la Côte d'Ivoire et du Bénin. Le Togo a levé 22 milliards FCFA (environ 37,9 millions de dollars) ce vendredi 11 avril sur le marché régional de l'UEMOA, lors d'une double émission de bons du Trésor à 182 et 364 jours. Le pays a bénéficié d'une forte demande, avec plus de 71 milliards FCFA de soumissions, mais a choisi de limiter l'enveloppe acceptée afin de contenir ses coûts d'emprunt à court terme. Le Trésor public togolais a retenu 4,75 milliards FCFA sur la maturité à 182 jours contre 54,2 milliards FCFA de propositions, soit un taux d'absorption de 8,8%. A l'inverse, 17,25 milliards

FCFA ont été acceptés sur la maturité à un an, soit 99,95% des offres soumissionnées sur ce segment. Le rendement moyen pondéré sur les titres à un an s'établit à 7,33%, en hausse par rapport aux 7,18% observés lors de la dernière émission du 3 mars. Cette stratégie envoie un signal clair au marché : le Togo cherche à éviter une envolée des taux sur les échéances très courtes, tout en acceptant une hausse modérée sur les maturités à un an, probablement dans le but de lisser ses besoins de trésorerie jusqu'à la fin de l'année budgétaire. Le pays doit en effet faire face à un service de la dette particulièrement important ce mois-ci, estimé à plus de 51 milliards FCFA sur ce segment du marché de la dette. Cela pourrait expliquer le choix du

Trésor de privilégier les maturités plus longues, malgré le coût supérieur, afin de sécuriser des ressources plus durables. La base d'investisseurs reste largement régionale et concentrée. Quatre pays - la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Sénégal et le Togo - ont absorbé l'essentiel des titres. Les banques ivoiriennes ont acquis près de 6 milliards FCFA sur les 364 jours, talonnées par les banques béninoises (6 milliards FCFA également), tandis que le marché togolais n'a capté que 4 milliards FCFA sur cette maturité. Par ailleurs, les indicateurs macroéconomiques du pays restent solides. La croissance économique a atteint environ 5,3% en 2024, et devrait s'établir autour de 5,5% à moyen terme, selon les prévisions du FMI, sous réserve de

l'absence de chocs externes majeurs. L'inflation poursuit sa décrue, elle est tombée à 2,8% en février 2025 en moyenne annuelle. Cependant, les discussions avec le Fonds monétaire international (FMI) ont récemment marqué un point d'arrêt. Fin mars, à l'issue de sa mission à Lomé, l'institution n'est pas parvenue à un accord avec les autorités togolaises dans le cadre de la deuxième revue du programme soutenu par la facilité élargie de crédit (FEC), approuvée en mars 2024 pour un montant de près de 400 millions de dollars. Les divergences porteraient notamment sur le déficit budgétaire, en lien avec les besoins de financement de l'Etat dus en partie aux dépenses sécuritaires.

WALL STREET

# Les actions se redressent, l'électronique bénéficiant d'un allègement tarifaire

Les principaux indices boursiers ont rebondi en Europe et en Asie lundi après que la Maison Blanche a exempté les smartphones et les ordinateurs des droits de douane américains "réciproques", bien que les gains aient été limités car le président Donald Trump a averti que des prélèvements étaient toujours possibles.

En effet, dimanche, M. Trump a déclaré aux journalistes que les droits de douane sur les semi-conducteurs seraient annoncés au cours de la semaine prochaine et qu'une décision sur les téléphones serait prise "bientôt". À première vue, l'exemption de 20 types de produits représentant 23 % des importations américaines en provenance de Chine est une aubaine pour les fabricants. Toutefois, l'incertitude continue d'exercer une pression à la baisse sur le dollar et les obligations d'État américaines, et les fluctuations de la politique commerciale ont laissé les investisseurs perplexes et les analystes pessimistes sur le long terme. "Je pense que la probabilité que des accords soient conclus et conduisent à une baisse des droits de douane s'est un peu accrue, et je suis relativement satisfait du flux de nouvelles", a déclaré Samy Chaar, économiste en chef chez Lombard Odier.

"Nous sommes toujours préoccupés par le niveau global des droits de douane et par la durée de l'incertitude, qui est elle-même préjudiciable

"Si vous êtes une entreprise américaine, vous avez reporté des embauches et des dépenses d'investissement, et je crains que les entreprises ne doivent commencer à réduire leurs coûts, c'est le point que vous ne voulez pas atteindre. Néanmoins, la seule perspective d'une pause a suffi à faire grimper les contrats à terme du S&P 500 ESc1 de 1,4 %, tandis que les contrats à terme du Nasdaq NQc1 ont progressé de 1,8 %. Le S&P 500 a progressé de 5,7 % la semaine dernière, mais se situe toujours à plus de 5 % en dessous du niveau qu'il avait atteint avant l'annonce des tarifs douaniers réciproques au début du mois d'avril. N

L'optimisme a également été ressenti en Europe et en Asie, qui ont surperformé parce qu'ils ont manqué la fin du rebond de Wall Street vendredi.

L'indice européen STOXX 600 a augmenté de 2%, ayant perdu 2% la semaine dernière, et l'indice MSCI des actions de l'Asie-Pacifique hors Japon .MIAPJ0000PUS a gagné 1,5% après avoir perdu plus de 4% la semaine der-

nière. Les entreprises technologiques et la chaîne d'approvisionnement au sens large ont été les principaux gagnants, en hausse de 2,8 % en Europe, après que les géants de la chaîne d'approvisionnement d'Apple aient fait un bond en Asie.

Les actions d'Apple ont bondi de près de 6 % au tout début des échanges avant bourse.

Le marché doit également faire face à d'autres résultats cette semaine avec Goldman Sachs, Bank of America et Citigroup parmi les grandes banques. Les chiffres du fabricant de puces TSMC seront un point fort étant donné le plan de Trump d'enquêter sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement mondiale des semi-conducteurs.

En ce qui concerne les données économiques, les chiffres de mars ont montré un bond de 12,4 % des exportations chinoises au cours du mois de mars, les entreprises ayant passé des commandes à la hâte en prévision des tarifs douaniers de Trump.

Cette semaine, les ventes au détail américaines et le produit intérieur brut chinois sont au programme, tandis que le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, s'exprimera sur les perspectives économiques mercredi, date à laquelle il sera presque certainement interrogé sur la perspective d'une baisse des taux et sur les tensions récentes sur le marché du Trésor.

### PAS SI SÛR

Au début de la journée de lundi, il y avait peu de signes de reprise pour les obligations américaines, avec des rendements à 10 ans de 4,47 %, après avoir connu la plus forte hausse hebdomadaire des coûts d'emprunt depuis des décennies.

La hausse des rendements s'est accompagnée d'une baisse du dollar par rapport aux valeurs refuges que sont le yen et le franc suisse, mais aussi par rapport à l'euro.

Cette chute peut s'expliquer par l'afflux d'investisseurs étrangers qui délaissent les actifs américains pour rentrer chez eux, mais certains posent des questions plus générales.

"Il n'est plus exagéré de dire que le sta-

tut de réserve du dollar et son rôle dominant au sens large sont au moins quelque peu remis en question, même si l'inertie et les effets de réseau qui ont maintenu le dollar au sommet pendant des décennies ne sont pas près de disparaître", a déclaré Jonas Goltermann, économiste en chef adjoint pour les marchés chez Capital Economics.

"Les questions clés concernent les dommages indirects causés par l'incertitude extrême qui entoure les perspectives politiques et économiques, les bouleversements en cours sur le marché du Trésor et, en fin de compte, l'ébranlement de la confiance dans les institutions et les marchés d'actifs américains. Les autorités japonaises se préparent à des négociations commerciales avec les États-Unis () qui porteront probable-

ment sur la politique monétaire, certains d'entre eux s'attendant en privé à ce que Washington demande à Tokyo de soutenir le yen.

Ils n'auront peut-être pas besoin de travailler trop dur étant donné que le dollar a été mis à mal par les inquiétudes concernant la nature erratique de la politique commerciale de Trump, qui ébranle la confiance des investisseurs dans les actifs américains.

Lundi, le dollar a encore perdu 0,4% par rapport à la monnaie japonaise, sous les 143 yens JPY=EBS après avoir atteint un plus bas de six mois à 142,05 la semaine dernière. Il était coincé à 0,8174 franc suisse CHF=EBS, après avoir perdu plus de 5% la semaine dernière pour atteindre son plus bas niveau depuis dix ans.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 14 Avril 2025				
Valeur : 16 Avril 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3773	132.3923
1	EUR	EURO	150.4071	150.4374
1	GBP	POUND STERLING	174.2265	174.2921
100	JPY	JAPANESE YEN	92.6493	92.6663
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1254	18.1285
1	CHF	SWISS FRANC	161.7513	161.8092
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.6552	95.6799
1	DKK	DANISH KRONE	20.1896	20.1941
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6466	13.6569
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5092	12.5194
1	AED	UAE DIRHAM	36.0397	36.0447
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2658	35.2736
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.6182	431.8079
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9069	44.3482
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2666	14.2683
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.7619	23.8837
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3153	3.3256
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0073	179.0073

## BOURSE ZURICH

# Solide rebond du SMI

La Bourse suisse tentait de reprendre lundi matin le terrain perdu ces derniers jours, profitant des exemptions de droits de douane sur les produits high-tech annoncées samedi par les États-Unis. L'irascible président américain Donald Trump a cependant averti qu'aucun pays n'était "tiré d'affaire" face à son offensive douanière, "surtout pas la Chine". "PERSONNE n'est tiré d'affaire (...), surtout pas la Chine qui, de loin, nous traite le plus mal", a tonné le président républicain sur son réseau social Truth. La mise en garde

de Donald Trump intervient au lendemain d'une exemption de surtaxes - jusqu'à 145% pour la Chine - accordée par les autorités américaines sur les produits high-tech, smartphones et ordinateurs en tête, ainsi que sur les semi-conducteurs. Pékin a riposté en faisant bondir ses droits de douane sur les produits américains à 125% depuis samedi. "L'incertitude croissante menace 690 milliards de dollars d'échanges bilatéraux, fait craindre une récession mondiale et remet en question le rôle de refuge financier des

États-Unis", a résumé John Plasard. Selon le spécialiste en investissement de Mirabaud Banque, "les analystes ont réagi en revoyant à la baisse les prévisions d'entreprises telles qu'Apple et Tesla, tandis que les premiers signes d'une perturbation des chaînes d'approvisionnement se font jour". Mais "l'administration Trump a probablement choisi de ne pas risquer de contrarier les consommateurs à l'approche des élections de mi-mandat" en annonçant des exemptions sur les produits électroniques.

Au niveau macroéconomique, les exportations chinoises ont bondi de 12,4% en mars sur un an, traduisant une augmentation des expéditions peu avant l'entrée en vigueur des droits de douane astronomiques de Washington sur les produits chinois. En Suisse, l'indice des prix à la production et à l'importation (PPI) a augmenté de 0,1% en mars par rapport au mois précédent. Les prix des denrées alimentaires ont particulièrement grimpé. A la Bourse suisse vers 09h05, l'indice vedette SMI reprenait de la vi-

gueur avec une hausse de 1,6% à 11'425,26 points, après avoir clôturé vendredi en petit repli de 0,04%. Le SLI accélérerait de 1,56% à 1842,71 points et le SPI prenait 1,39% à 15'322,97 points. Presque toutes les valeurs vedettes étaient dans le vert, les plus fortes progressions étant enregistrées par Logitech (+6,0%), Adecco (+2,4%) et Sika (+2,4%). Le géant des accessoires informatiques vaudois soufflait après l'exemption des droits de douane sur les produits électroniques.

## CHINE

# De nouvelles mesures pour stimuler l'économie

Les exportations chinoises ont augmenté le mois dernier de 12,4% sur un an, battant largement le consensus qui ressortait à +4,4% après une hausse de 2,3% en janvier-février.

Les exportations de la Chine ont progressé plus qu'attendu en mars, alors que les usines se sont précipitées pour expédier leurs livraisons avant l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane annoncés par les Etats-Unis, dans un contexte d'escalade de la guerre commerciale sino-américaine qui menace d'enrayer la croissance de la deuxième économie mondiale. Selon des données officielles publiées lundi, les exportations chinoises ont augmenté le mois dernier de 12,4% sur un an, battant largement le consensus qui ressortait à +4,4% après une hausse de 2,3% en janvier-février. Pour leur part, les importations ont décliné en mars de 4,3% en rythme annuel, un repli plus important qu'anticipé par les analystes (-2,0%) qui intervient à la suite d'une contraction inattendue sur les deux premiers mois de l'année (-8,4%).

Les incertitudes sur la politique commerciale de Washington ont secoué les marchés financiers, alors que le président américain Donald Trump a dévoilé le 2 avril de vastes taxes dites "réciproques" sur les importations de dizaines de pays avant d'annoncer de manière inattendue, une semaine plus tard, une pause de 90 jours pour ces nouveaux droits de douane. Cependant le chef de la Maison blanche n'a pas accordé un tel sursis à la Chine, portant au contraire, en l'espace de quelques jours, à 145% les taxes douanières prélevées sur les produits chinois importés aux Etats-Unis.

Les exportations représentent une bouffée



d'oxygène pour une économie chinoise ayant éprouvé des difficultés à se relever durablement de la pandémie de COVID, alors qu'une crise du secteur immobilier et des pressions déflationnistes accrues ont pesé sur le moral. Pékin a promis de combattre "jusqu'au bout" les droits de douane imposés par Washington et de protéger son économie contre les "chocs externes" - des commentaires que les marchés considèrent comme annonciateurs de nouvelles mesures financières et de stimulus dans les prochains mois.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a prévenu que la guerre commerciale sino-américaine pourrait engendrer jusqu'à 80% de baisse des volumes de livraisons de produits entre les deux pays et nuire gravement à la croissance mondiale. Citant l'impact des droits de douane, Goldman Sachs a revu à la baisse la semaine dernière sa prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Chine cette année, à 4,0% contre 4,5%. Le gouvernement a fixé pour 2025 un objectif de croissance situé "autour de 5%".

## ROYAUME-UNI

## L'Etat annonce des aides de 20 milliards de livres aux exportateurs

Le Royaume-Uni a annoncé dimanche qu'il allait débloquer une enveloppe de 20 milliards de livres (23 milliards d'euros) d'aides aux entreprises afin d'amortir l'impact des nouveaux tarifs douaniers instaurés par les Etats-Unis. Ce nouveau train d'aides permettra à l'organisme public UK Export Finance "d'élargir son soutien" aux entreprises britanniques, indique le communiqué du ministère des Finances britannique, qui précise

que le montant total du fonds est désormais de 80 milliards de livres (92 milliards d'euros). Selon ce communiqué, "des milliers d'entreprises devraient bénéficier de cette initiative, y compris celles directement touchées par les tarifs douaniers avec des marques britanniques emblématiques comme Rolls Royce". "Le monde change, c'est pourquoi il est plus important que jamais de soutenir nos entreprises de renommée mondiale", a dé-

claré le ministre des Finances Rachel Reeves, citée dans le communiqué. Les Etats-Unis ont imposé des droits de douane de 25% sur les importations d'acier, d'aluminium et de voitures. A cela s'ajoute des droits de douane de 10%, le niveau le plus faible annoncé, surtout en comparaison avec l'Union européenne (20%). Mais mercredi, le président américain a offert un peu de répit à près de 60 partenaires commer-

ciaux des Etats-Unis, délestés pour 90 jours d'une surtaxe sur leurs exportations vers la première puissance mondiale. Le Royaume-Uni négocie depuis plusieurs semaines avec les Etats-Unis un accord économique. Selon le ministre du Commerce Jonathan Reynolds, les "négociations" se poursuivaient et que "toutes les options" demeuraient sur la table en cas d'échec à parvenir à un accord.

## ITALIE

## S&P Global Ratings propulse la note de crédit de l'Italie à «BBB+», une première en 2025

L'économie italienne reçoit un coup de pouce significatif avec une mise à niveau de sa note de crédit par S&P Global Ratings. Pour la première fois en 2025, l'agence de notation financière a élevé la note de l'Italie à « BBB+ », reflétant une confiance accrue dans la stabilité économique du pays. Cette décision pourrait avoir des implications majeures pour l'économie italienne et européenne.

La réputation financière de l'Italie a été renforcée par une décision de S&P Global Ratings d'améliorer sa note de crédit de « BBB » à « BBB+ ». Cette décision est motivée par plusieurs facteurs, notamment les protections externes du pays et sa flexibilité monétaire.

L'agence de notation a également pris en compte la suspension temporaire des droits de douane américains de 20% sur les marchandises européennes, qui devrait avoir un impact modéré mais positif sur l'économie italienne.

En outre, malgré une dette gouvernementale élevée, S&P prévoit une stabilisation du ratio dette/PIB de l'Italie à partir de 2028 grâce à une réduction progressive des déficits budgétaires.

Selon S&P Global Ratings, la suspension pour trois mois des droits de douane de 20% par les Etats-Unis sur les marchandises européennes devrait avoir un effet modéré sur l'économie italienne.

Cette mesure pourrait toutefois être contrebalancée par une augmentation des investissements publics. L'agence souligne également que la position créditrice nette externe de l'Italie s'est renforcée ces cinq dernières années, grâce à des exportations résilientes et des taux d'épargne intérieure élevés.

## FRANCE/BUDGET 2026

## Bercy chiffre à 40 milliards l'effort pour contenir le déficit à 4,6 %

Maintenir l'objectif de déficit de 4,6 % du PIB en 2026 « va demander un effort supplémentaire de 40 milliards d'euros », ce qui est « très considérable », a annoncé dimanche le ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, Éric Lombard.

« Cela va nécessiter essentiellement des économies », ou « cela peut aussi impliquer une hausse des recettes liée à la croissance », a-t-il précisé sur BFM.

Interrogé sur cette répartition, il a répondu : « Nous sommes en avril (...) on parle du budget de 2026, il est trop tôt pour donner ce détail. »

Mais « avec 57 % de PIB de dépenses publiques, on peut tout à fait à la fois réduire les dépenses et maintenir la qualité des services », a estimé Éric Lombard, qui a refusé de taxer cette politique « d'austérité ».

Entre 40 et 50 milliards d'euros d'économies sont « à trouver » pour le budget de 2026, a également annoncé

Sophie Primas, la porte-parole du gouvernement, à l'avant-veille d'une conférence sur les finances publiques convoquée mardi par François Bayrou.

C'est « une équation difficile, mais le Premier ministre et le président de la République se sont engagés à ne pas augmenter les impôts », a déclaré Mme Primas au « Grand Jury »

RTL/M6/Le Figaro/Public Sénat. Pour l'année 2025, l'objectif d'un déficit à 5,4 % du PIB « est une question de

crédibilité sur les marchés », a-t-elle rappelé, en assurant : « Nous tiendrons ces 5,4 % ».

En outre, pour maintenir le déficit budgétaire à 5,4 % du PIB en 2025, il est « possible » que les efforts nécessaires dépassent les cinq milliards d'euros, a déclaré Éric Lombard.

« Cela peut être plus d'économies, car il est hors de question d'augmenter les impôts », a promis le locataire de Bercy.



# Le moral n'est pas au beau fixe à la NASA

« Houston, on a un problème » pourrait bien être la phrase qui résume la situation actuelle de la NASA. La Maison Blanche prévoit de réduire son budget global de 20 % pour l'année fiscale 2026, avec une diminution de près de 50 % pour ses programmes scientifiques. Ces coupes pourraient menacer des missions comme celles du télescope Nancy Grace Roman ou le programme de retour d'échantillons martiens.



Le couperet est tombé le 10 avril dernier. La NASA a reçu un document de « passback » (retours de l'administration sur les propositions budgétaires) du Bureau de la gestion et du budget. Ce document propose de ramener le budget total de la NASA à environ 20 milliards de dollars, contre 25 milliards en 2025. Les programmes scientifiques seraient les plus touchés, avec un financement passant de 7,3 milliards à seulement 3,9 milliards de dollars. Cette baisse compromettrait des missions déjà bien avancées et fait planer la menace de la fermeture du Goddard Space Flight Center dans le Maryland, où travaillent actuellement près de 10 000 employés.

**Jared Isaacman promettait un renforcement scientifique, mais les chiffres racontent une autre histoire**

Lors de son audition le 9 avril pour prendre la tête de la NASA, l'astronaute Jared Isaacman s'était engagé à faire de l'agence un moteur pour la science. « La NASA sera un véritable multiplicateur de puissance pour la science », avait-il

déclaré, en promettant davantage de télescopes, sondes et rovers. Pourtant, les propositions budgétaires soumises par l'administration contredisent ces ambitions. La division astrophysique serait particulièrement affectée : son budget passerait de 1,5 milliard en 2024 à seulement 500 millions en 2026.

Cette réduction aurait des conséquences immédiates. Le télescope spatial Nancy Grace Roman, déjà assemblé et prévu pour un lancement fin 2026, pourrait ne jamais quitter le sol. Le programme de retour d'échantillons martiens, essentiel pour analyser des matériaux prélevés sur Mars, serait également annulé. Même sort pour la mission DAVINCI vers Vénus, pourtant attendue par la communauté scientifique.

Janet Petro, administratrice par intérim de la NASA, avait tenté d'écarter ces informations en les qualifiant le 7 avril de « rumeurs provenant de sources peu crédibles ».

Manque de bol pour elle, des documents internes confirment que ces coupes budgétaires sont bien envisagées. Ce décalage entre les annonces officielles et les faits alimente une grande cacophonie

au sein de l'agence. Si ces réductions sont adoptées, elles pourraient anéantir des années d'efforts et d'investissements dans des projets scientifiques d'envergure.

**Les réactions politiques et scientifiques dénoncent un recul stratégique**

Les propositions budgétaires ont provoqué une levée de boucliers dans les milieux scientifiques et politiques. La Planetary Society a publié un communiqué pessimiste : « Le budget proposé par la Maison Blanche – qui réduit de 47 % les dépenses scientifiques – plongerait la NASA dans une période sombre ». L'organisation avertit que ces coupes entraîneraient « l'arrêt prématuré de dizaines de vaisseaux spatiaux actifs » et mettraient fin au développement des futurs projets scientifiques.

Dara Norman, présidente de l'American Astronomical Society, partage ces inquiétudes. Elle estime que ces réductions risquent non seulement d'affaiblir la NASA mais aussi d'entraîner une perte du leadership scientifique américain sur la scène internationale. Inquié-

tudes par ailleurs également relayées par plusieurs figures politiques.

Le sénateur Adam Schiff a qualifié ces mesures d'« autodestruction nationale ». Selon lui, annuler le programme martien reviendrait à offrir un avantage stratégique à la Chine dans l'exploration spatiale. Pour son confrère démocrate Chris Van Hollen c'est une opposition farouche à ce projet qu'il juge « totalement insensé ».

Même Elon Musk, pourtant proche du président Trump et partenaire clé via SpaceX, s'est dit inquiet, sur X.com de cette tendance baissière, mais plutôt prudent. « Je ne peux malheureusement pas participer aux discussions sur le budget de la NASA, SpaceX étant un contractant majeur de la NASA ». Pour l'instant, le processus n'est pas finalisé.

La NASA dispose encore d'un délai pour contester les propositions avant leur soumission officielle au Congrès. Cependant, si ces réductions sont validées, elles pourraient entraîner l'abandon définitif d'initiatives prometteuses qui ont déjà coûté des milliards aux contribuables américains.

## OpenAi annonce une levée de fonds majeure de 40 milliards de dollars menée par SoftBank

Tout juste après qu'Elon Musk ait annoncé que xAI était désormais valorisée à 80 milliards de dollars, la valorisation d'OpenAI, dont il est l'un des cofondateurs avec Sam Altman, atteint 300 milliards de dollars après un tour de table de 40 milliards de dollars mené par SoftBank Group, son principal partenaire de deux coentreprises : "Stargate", dotée de 500 milliards de dollars et "SB OpenAI Japan".

La précédente levée de fonds de

6,6 milliards de dollars réalisée par OpenAI en octobre dernier avait porté sa valorisation à 157 milliards de dollars, celle-ci est pratiquement doublée grâce à ce nouveau soutien de SoftBank. Ce dernier devrait le financer à hauteur de 10 milliards de dollars d'ici la mi-avril, les versements des 30 milliards de dollars restants seront étalés jusqu'à décembre prochain. Une clause prévoit toutefois que si OpenAI ne se déclare pas comme une société à but lucratif d'ici là, cette

somme sera amputée de 10 milliards de dollars. Selon la société ce financement lui permettra "de repousser encore plus loin les frontières de la recherche sur l'IA, de faire évoluer notre infrastructure de calcul et de fournir des outils de plus en plus puissants aux 500 millions de personnes qui utilisent ChatGPT chaque semaine". La fonctionnalité de génération d'images intégrée récemment dans ChatGPT, permettant de créer des visuels originaux ou de

modifier des images existantes, lui a en effet fait gagner de nouveaux utilisateurs, suscitant un engouement massif, notamment pour la création d'images dans le style du studio Ghibli. Face à cette demande exceptionnelle, Sam Altman, son PDG, a dû annoncer l'introduction temporaire de limites sur la génération d'images, expliquant que leurs unités de traitement graphique (GPUs) étaient surchargées. OpenAI conclut son annonce ainsi :

"Nous sommes ravis de travailler en partenariat avec SoftBank Group, peu d'entreprises comprennent comment faire évoluer une technologie transformatrice comme elles le font. Leur soutien nous aidera à continuer à construire des systèmes d'IA qui stimulent les découvertes scientifiques, permettent une éducation personnalisée, améliorent la créativité humaine et ouvrent la voie à une IAG qui profite à l'ensemble de l'humanité."

## Pourquoi Ferrari interdit certaines couleurs à ses clients ?

Ferrari, emblème du luxe automobile, impose des restrictions sur certaines couleurs, mais pourquoi ? Une palette de couleurs strictement encadrée. Bien que Ferrari offre une large gamme de couleurs à ses clients, certaines teintes sont proscrites. Par exemple, le rose est exclu, jugé incompatible avec l'identité de la marque. Herbert Appleroth, ancien directeur général de Ferrari pour l'Asie-Pacifique, a ainsi affirmé : "Pas de rose. Pas de Ferrari Pokémon." Un message simple et sans ambiguïté. Cette politique vise à éviter les personnalisations jugées de mauvais goût, susceptibles de nuire à la réputation de la marque. Le PDG actuel, Benedetto Vigna, envisage même de prédéfinir certaines combinaisons de couleurs pour éviter les demandes excentriques.

### Préserver la valeur et l'image de la marque

Ferrari surveille attentivement les modifications apportées à ses véhicules après leur vente. Les clients qui personnalisent excessivement leurs voitures peuvent se voir refuser l'achat de futurs modèles. Cette rigueur permet de maintenir la valeur de revente des véhicules et de protéger l'image de la marque. Des configurations trop extravagantes risquent en effet de rendre une Ferrari moins attrayante sur le marché de l'occasion ou de ternir sa crédibilité.

### Une tradition de personnalisation soigneusement encadrée

Ferrari propose des programmes comme "Tailor Made", permettant aux clients de créer des véhicules uniques. Toutefois, ces personnalisations doivent respecter l'esthétique et les valeurs de la marque. L'objectif est de conjuguer exclusivité et cohérence avec l'identité Ferrari.

En résumé, Ferrari impose des restrictions sur certaines couleurs et personnalisations pour préserver son image, garantir la valeur de revente de ses véhicules et maintenir l'exclusivité qui fait sa renommée.

## Tesla dévoile un Cybertruck moins cher !

Tesla dévoile enfin une version plus "accessible" de son Cybertruck. Une belle promesse sur le papier, mais, à force d'enlever des options, que reste-t-il ? Un an et demi après son lancement remarqué – entre applaudissements et moqueries sur les réseaux sociaux – le Tesla Cybertruck s'offre enfin une déclinaison censée être plus accessible : le modèle Long Range à propulsion. Avec un tarif affiché à 69 990 dollars (hors bonus), il se place 10 000 \$ en dessous du modèle le moins cher jusqu'à présent. Une économie loin d'être négligeable, surtout si vous avez une passion pour les kilomètres plutôt que pour les gadgets. Car cette version est allégée... à tous les sens du terme. Si le prix baisse, c'est que beaucoup de choses ont disparu. Côté autonomie, on frôle des sommets. C'est là que le Cybertruck Long Range sort ses muscles : avec jusqu'à 583 km d'autonomie, à condition de cocher l'option couverture souple à 750 \$, cette version propulsée par un seul moteur fait mieux que toutes les autres déclinaisons du Cybertruck, même le surpuissant Cyberbeast. Et surprise : il se recharge aussi plus vite sur superchargeur, avec 236 km récupérés en 15 minutes, contre 204 km pour la version haut de gamme. Pas mal, pour un modèle qui coûte 30 000 \$ de moins que son grand frère musclé.

### Adieu les équipements premium

C'est ici que les choses se corsent. Pour alléger la facture, Tesla a procédé à une grande lessive côté équipements. Fini la suspension pneumatique adaptative, remplacée par des ressorts classiques. Le système audio passe de 15 à 7 haut-parleurs, les sièges en tissu remplacent les assises en simili cuir végan, et leur ventilation a purement disparu. Seule consolation : ils restent chauffants à l'avant. On note aussi la disparition du filtre HEPA, de l'éclairage premium, de prises de courant dans la benne, de l'écran arrière, du pédalier en aluminium... Les jantes deviennent plus petites et la barre LED à l'arrière disparaît.

# La survie des minicitadines et citadines passe par l'électrique !

*Petites et astucieuses, les minicitadines et citadines sont les voitures à tout faire de nombreux automobilistes. Les constructeurs ont tendance à les mettre de côté pour privilégier les SUV plus attractifs. Mais le passage forcé au « zéro émission » pour toutes les autos neuves vendues en Europe et le besoin de disposer d'une offre électrique abordable pourraient bien les mettre à l'honneur.*



Afin de faire face à des normes antipollution contraignantes, les constructeurs imaginent des dispositifs chargés de diminuer les rejets polluants de leurs moteurs thermiques. Mais cela à un coût qui augmente d'autant le prix des autos. S'il est envisageable de le faire pour des voitures de tailles compactes ou supérieures, cela pose des problèmes pour des micros et minicitadines, mais aussi pour les citadines. Car tous ces dispositifs qu'ils soient mécaniques (piège à Nox, injection d'Adblue pour les moteurs diesels, filtre à particules...) ou électriques (hybridation mHEV, HEV et PHEV) prennent de la place et sont compliqués à installer sur de petites autos. D'autant plus que ces améliorations coûtent cher, ce qui augmente de manière importante leur tarif.

### La bonne fée électricité

Afin de trouver une solution le plus rapidement possible à ces problèmes, les constructeurs ont pris la décision de supprimer l'offre Diesel de la gamme de petites autos. Et ils se sont résolus pour certains à supprimer carrément les minicitadines, parce que la marge bénéficiaire sur ce type de voiture n'était pas assez importante et qu'il était préférable d'investir dans de petits SUV plus au goût du public. Face à ce désamour des constructeurs, on aurait pu penser que dans l'avenir ce sont les berlines

compactes qui serviraient d'entrée de gamme. Et bien non, car la providence veille, elle se nomme électricité.

### Réduire la taille des autos pour les rendre abordables

Avec le passage au tout électrique, toujours programmé pour 2035, mais aussi afin de tenir les objectifs de réduction des rejets de CO2 les constructeurs ont dû investir massivement dans les motorisations électriques. Mais cette technologie coûte cher et les voitures électriques qui sont sur le marché affichent des tarifs élevés. La seule solution pour rendre la voiture électrique plus abordable et la rendre plus accessible à une majorité de la population, est de produire des autos de taille réduite. Ainsi en 2023, Luca de Meo, Président de l'ACEA (Association européenne des constructeurs automobiles) et patron du groupe Renault, dans une lettre adressée aux institutions européennes vantait les mérites des petites autos et des Kei Cars, qui sont spécifiques au marché japonais. Il indiquait que l'accès aux véhicules électriques étant très dépendante du prix et c'est pour cela qu'il plaiderait pour une forte diminution des tarifs et sa solution, était de proposer des voitures plus petites, à l'exemple des Kei Cars japonaises.

### Des citadines de toutes les tailles

Dans la catégorie des citadines il y a de tout, on trouve ainsi des : **Microcitadines** : c'était la Smart Fortwo qui était la « grande » prêtresse de cette catégorie avec son gabarit riquiqui de 2,50 mètres pour la première génération (2,69 m pour les générations deux et trois). La production a été stoppée en mars 2024 à Hambach en Moselle, mais cette petite Fortwo pourrait revenir prochainement sur le devant de la scène en électrique grâce au constructeur chinois Geely propriétaire de la marque à 50 % avec Mercedes-Benz. **Minicitadines** : avec ses 3,40 m de long, la première Fiat Panda (1980) a fait sensation, mais les Renault Twingo (1992) et Ford Ka (1996), puis la triplette Toyota Aygo, Citroën C1 et Peugeot 107 (2005) ont fait beaucoup pour populariser le secteur des minicitadines. Ces autos ne dépassent pas les 3,80 m de long. **Citadines polyvalentes** : les citadines polyvalentes affichent une longueur très proche ou dépassant légèrement les quatre mètres, et s'approchent de la catégorie supérieure des compactes. Elles ont moins de soucis pour intégrer les dispositifs antipollution modernes, mais elles devront passer rapidement à la motorisation électrique pour survivre. D'ailleurs, certaines proposent d'ores et déjà des versions équipées de motorisations 100 % électriques dans leur gamme.

Mots fléchés

On peut les avoir en main Contentement	Bouffon Coiffures papales	Conséquence	Liquide à l'odeur de chloroforme Le noble est la boxe	Jubilation Appareils pour élever des fardeaux	Il pète plus haut qu'il n'a le cul	Châtiment	
						Petits chapeaux bretons	
Se lard Vedettes en devenir		Religieux			Sorcier africain		
					Généreux Homo-sexuel inverti		
Très longue période Baie du Japon		Sumom d'un demi de méléé (Struxiano)	Hors d'ici Scrupuleuse			Béryllium Fugitive	
		Liquider	Conductrices d'équidés				Entravée
Fleuve italien Napperon Langue du sud			Pareil Croquis		Cinquième mois du calendrier juif Copains		Drame au Japon
		Escar-pement monoclin Voie ferrée			Prairie de hautes herbes		
Culs					Fils de Pylade		
Barbecue Pas un Dictateur sanguinaire pendant la terreur					Ville de la tour penchée Vulgaire		Tige d'une plante
			Nouveau congé		Monument funéraire H2O		
Mot d'encouragement Fleuve russe			L'Irlande en VO Moment d'une journée			Non être	Anis écre Moyen supplé-mentaire
		Coup de baguettes frappé sur un tambour Empereur déchu		Auteur de "J'ai cracher sur vos tombes" Note de musique			Moyen de transport
Conjonction de coordi-nation Débarrasse l'eau		Attendue Valeur refuge					Unique
				Un journal anglais (The)	Instruments de combat		
Atlifé Vin blanc cassis			Pur Dirigeant portugais			Division de la couronne	Affluent du Rhône
		Isolé Retira			Diminutif de Antonio Épais		
Imbécile	Un sullanat Obtenue			Partie d'un canon	Train de banlieue		Connu Accumu-lation
				Bloquer			
Coup de pieds Petit socle pour les golfeurs				Microphone		Arme rudimentaire	
		Affluent de la Dordogne			Roublarde		



## Le Qatar compte investir 7,5 milliards de dollars

Le Qatar prévoit d'investir 7,5 milliards de dollars en Egypte, ont annoncé les deux pays dans un communiqué conjoint lundi, à l'issue d'une visite du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi dans l'émirat du Golfe. "Les deux parties ont souligné l'importance de renforcer la coopération économique... et ont convenu d'œuvrer en faveur d'un paquet d'investissements qataris directs d'un montant total de 7,5 milliards de dollars, à déployer au cours de la prochaine phase", ont rapporté les médias du Qatar citant le communiqué. Le président égyptien a rencontré l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani, dimanche et lundi à Doha.



### CÉRÉALICULTURE

#### Le ministre insiste sur l'amélioration des rendements

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Chorfa, a effectué hier une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tlemcen. Il s'est enquis de l'état d'avancement des programmes engagés dans les domaines de la culture céréalière, des préparatifs pour la campagne de moisson-battage, de la réalisation d'infrastructures de stockage, de la filière lait, ainsi que de la santé animale. Concernant la filière céréalière, M. Chorfa a rappelé les objectifs fixés par les hautes autorités du pays, en tête desquels figure l'atteinte de l'autosuffisance en blé dur. Il a insisté sur la nécessité d'améliorer le rendement de la production, en particulier dans les régions du Nord du pays dépendantes des précipitations, soulignant que le rendement dans les zones irriguées ne doit pas être inférieur à 30 quintaux par hectare. En ce qui concerne les préparatifs de la campagne de moisson-battage pour la saison 2024/2025, le ministre a annoncé la réception de nouvelles infrastructures destinées à renforcer le stock stratégique, parmi lesquelles 290 centres de proximité pour le stockage des céréales, qui commenceront à accueillir les récoltes dès le mois de mai prochain. Il a insisté sur l'obligation de livrer l'intégralité des récoltes aux silos des coopératives céréalières, appelant tous les acteurs à se mobiliser pour garantir le succès de l'opération, conformément à la législation en vigueur. S'agissant de la filière lait, le ministre a annoncé la généralisation, à partir du mois de mai prochain, de l'intégration du lait frais localement produit dans la fabrication du lait pasteurisé subventionné (25 DA/litre) au niveau des laiteries privées. Cette mesure s'inscrit dans le cadre d'un arrêté interministériel qui sera prochainement publié au Journal officiel. Il a affirmé que cette démarche contribuera à renforcer la production nationale, à réduire la facture d'importation de lait en poudre, et à encourager la production de viande rouge. Sur le plan de la santé animale, le ministre a annoncé le lancement, d'ici la fin du mois d'avril, d'une vaste campagne nationale de vaccination contre la fièvre aphteuse, après l'acquisition de deux millions de doses, afin de protéger le cheptel national.

### LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE MIGRANTS ET LA TRAITE DES PERSONNES

## L'Algérie adopte une approche globale

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, a affirmé, lundi à Alger, que l'Algérie avait adopté, au cours des dernières années, une approche globale et multidimensionnelle pour faire face au phénomène du trafic de migrants et de la traite des personnes, tout en adaptant ses mécanismes à l'évolution des méthodes criminelles associées à ce fléau. "Convaincue de l'importance des enjeux liés à ce phénomène et conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a adopté, au cours des dernières années, une approche globale et intégrée aux dimensions juridique, sécuritaire, opérationnelle et humanitaire, mise en place en coordination avec toutes les parties prenantes", a indiqué M. Merad dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux du Forum scientifique sur la migration. "Les mécanismes de cette approche sont sans cesse renforcés, développés et adaptés à l'évolution des méthodes criminelles associées à ce phénomène", a ajouté le ministre. Il a, à cet égard, souligné le souci des pouvoirs publics de "mettre en place un cadre juridique ac-

tualisé et intégré, au diapason des normes internationales en matière de lutte contre ces crimes transfrontaliers, fondé sur des législations strictes permettant aux services de sécurité et aux instances judiciaires de contrecarrer efficacement les réseaux de trafic et de traite des personnes, dans le respect des droits et de la dignité des individus". A ce propos, M. Merad a rappelé la promulgation, en 2023, de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes, qui définit clairement les moyens permettant d'identifier la traite et les modalités de sa prévention et la création du Comité national de prévention et de lutte contre la traite des personnes, qui est notamment chargé d'élaborer des programmes et des actions de sensibilisation, de promouvoir la formation sur les dangers de la traite des personnes et de porter assistance aux victimes. Mettant en avant les efforts des corps sécuritaires dans la lutte contre le crime organisé grâce au "renforcement de leur niveau de vigilance et de leur présence opérationnelle", le ministre a souligné que cet engagement et cette mobilisation avaient permis de "démanteler un nombre considérable de réseaux criminels

actif dans ce domaine", de "djouer leurs plans" et de "protéger de nombreuses victimes", et ce, "en adaptant et en modernisant constamment leurs méthodes de travail et en exploitant les technologies les plus récentes". Au sujet de la protection des migrants, il a assuré que "l'Etat veille à leur assurer une prise en charge humanitaire conforme aux valeurs de respect de la vie humaine, de solidarité et des droits de l'Homme". Evoquant les dangers liés à ce phénomène criminel, M. Merad a fait observer que "les approches unilatérales longtemps adoptées par divers pays ont montré leurs limites", d'où la nécessité, a-t-il dit, de "coordonner les efforts" et d'"établir une coopération étroite entre toutes les parties concernées". A cette occasion, le ministre a salué le niveau de coopération et de coordination avec les instances onusiennes actives dans ce domaine, à l'instar de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce qui a facilité, a-t-il dit, "le retour volontaire, en 2024, de plus de 8000 migrants clandestins dans les meilleures conditions", précisant qu'un programme "très ambitieux" a été élaboré avec le bureau de cette organisation en Algérie pour l'année en cours.

### FORUM INTERNATIONAL SUR L'IA À CHLEF

#### Appels à investir et créer des start-ups dans le domaine

Les participants à un Forum international sur l'Intelligence artificielle (IA) organisé, lundi, à l'université Hassiba Ben Bouali de Chlef, ont souligné la nécessité d'investir et de créer des start-ups dans ce domaine pour mieux le maîtriser. Lors de cet événement académique, qui a vu la participation de professeurs et de chercheurs de différentes universités du pays et des experts issus d'universités étrangères, les participants ont souligné la nécessité

d'orienter les investissements et la création de start-ups vers le domaine de l'intelligence artificielle, notamment à la lumière de l'existence d'un potentiel humain nécessitant désormais de passer du stade de formation à celui de la création d'institutions dans ce domaine. Dans ce contexte, le doyen de la Faculté des Sciences exactes de l'Université de Blida, Ahmed Louzani, a expliqué que l'intérêt pour le domaine de l'intelligence artificielle et son développement

découle d'un "véritable accompagnement" pour les opérateurs économiques et les industriels et l'orientation de leurs investissements vers ce domaine, notamment au vu des compétences et des ressources humaines mises à disposition par l'Université algérienne. L'intervenant a ajouté que de tels forums internationaux sont une opportunité pour les étudiants d'échanger des idées, présenter leurs projets et d'interagir avec des experts et des professeurs de haut ni-

veau, et donnent la possibilité de coopérer et de créer des start-ups soucieuses de développer l'utilisation de l'intelligence artificielle dans tous les domaines. Le forum qui se poursuivra mardi, proposera des sessions, en présentiel et à distance, couvrant des sujets liés à l'intelligence artificielle et ses applications, le cloud et le big data (mégadonnées), les systèmes d'information et les réseaux informatiques, selon le président du forum, le professeur Arridj Mohammed.

### SONELGAZ

## Des campagnes de sensibilisation aux risques du mauvais usage du gaz naturel

Les directions de distribution d'électricité et de gaz d'Alger relevant de "Sonelgaz-Distribution" organisent en avril des campagnes de sensibilisation aux risques du mauvais usage du gaz naturel, notamment l'asphyxie au monoxyde de carbone. Dans ce cadre, la Direction de distribution de Sidi Abdallah compte lancer, mer-

credi à l'occasion de la Journée du Savoir, une campagne de sensibilisation au profit des élèves des trois cycles scolaires avec pour slogan "L'ignorance peut tuer", a indiqué un communiqué de la direction. Cette campagne lancée à partir du groupe scolaire "El-Istikmal" dans la commune de Zéralda et à la quelle par-

ticipent la circonscription administrative de Zéralda, la Protection civile, la sûreté nationale et la Direction de la jeunesse et des sports, prévoit une présentation sur les risques du mauvais usage du gaz naturel, notamment le monoxyde de carbone et un concours de dessin organisé au profit des élèves. Lors de cette campagne qui se poursui-

vra jusqu'à la fin avril, des présentations seront faites sur "le tueur silencieux" qu'est le monoxyde de carbone dans plusieurs établissements scolaires des sept (07) communes que couvre la Direction de Sidi Abdallah (Mahelma, Rahmania, Souidania, Zéralda, Staoueli, Tassala El Merdja et Douera).